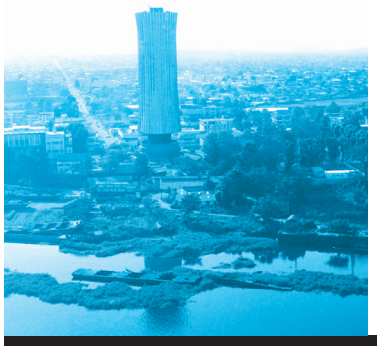
L'ACTUALITÉ AU QUOTIDIEN

CONGO



AGENCE D'INFORMATION D'AFRIQUE CENTRALE

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N°5268 - LUNDI 23 NOVEMBRE 2026

DIPLOMATIE

Un mini-sommet de chefs d'Etat à Oyo

Le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, s'est réuni le 22 novembre à Oyo, dans le département de la Cuvette, avec ses homologues Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo de la République démocratique du Congo, William Ruto du Kenya et Faure Gnassingbé du Togo, dans le cadre d'un mini-sommet quadripartite. Les quatre dirigeants ont évoqué les tensions prévalant sur le continent, en particulier la crise à l'Est de la République démocratique du Congo.

XI, TRUMP, POUTINE

Le monde selon trois volontés



Ils sont puissants, décidés à étendre leur influence et animés par une certaine volonté de redessiner la carte du monde suivant leurs intérêts réciproques. Cette volonté inébranlable est d'autant plus forte qu'entre les États-Unis, la Chine et la Russie ; entre Xi Jinping, Donald Trump et Vladimir Poutine, le dialogue s'inscrit dans des lignes de fracture et de convergence d'ordre stratégique et embrasse tous les domaines de la politique, de l'économie, du commerce et de la diplomatie. En d'autres termes, les trois grandes puissances du moment affirment leur place aux yeux du monde y compris dans leurs divergences. *Page 3*

AFFAIRE CONGO-COMMISIMPEX

L'avion présidentiel sera remis à l'Etat congolais



L'aéronef présidentiel/DR

La justice française a décidé de restituer à l'Etat congolais l'aéronef présidentiel saisi depuis six ans en France dans le cadre de l'affaire opposant la République du Congo à la société Commisimpex. *« Sur trois affaires, deux ont donné lieu à des décisions favorables. La troisième affaire est attendue avant la fin de l'année »*, a expliqué le ministre de la Justice Aimé Ange Wilfrid Bininga. *Page 16*



Le Pr Mohamed Yakub Janabi répondant aux questions de la presse/DR

SANTÉ

Brazzaville reste le siège de l'OMS/Afro

Le directeur du bureau régional de l'Organisation mondiale de la santé pour l'Afrique (OMS/Afro, Mohamed Yakub Janabi, a affirmé le 19 novembre que le siège de son institution demeure dans la capitale congolaise. *Page 16*

Éditorial

Supplément vert

Page 2

ÉDITORIAL

Supplément vert

Le Congo vient de franchir une étape décisive dans son processus d'intégration à la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf) avec la validation du Supplément vert à sa stratégie nationale de mise en œuvre de cette initiative panafricaine.

L'atelier d'approbation de l'étude s'est tenu à Brazzaville en partenariat avec le bureau de l'Afrique centrale de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique qui accompagne huit pays de la région dans leur marche vers la Zlecaf.

L'étude validée concerne l'insertion de la dimension environnementale et climatique dans les politiques commerciales et de production. Une valeur ajoutée pour le Congo dont le territoire est couvert à plus de 65% de forêt et possédant un réseau hydrographique dense en plus de milliers de kilomètres de terres arables.

L'objectif est de parvenir à concilier l'exploitation des ressources naturelles, la production industrielle, la préservation de l'environnement, la commercialisation et le développement socioéconomique. Le Congo qui s'est engagé dans la diversification économique tirera profit de cette approche.

A l'heure où le partage de production dans le secteur forestier devient un choix du futur tandis que s'observent dans plusieurs pays les effets néfastes du dérèglement climatique, le Supplément vert est une option salutaire.

Les Dépêches de Brazzaville

ASSAINISSEMENT

La BAD veut expérimenter son nouveau mécanisme de financement au Congo

Le ministre de l'Assainissement urbain, du Développement local et de l'Entretien routier, Juste Désiré Mondelé, a échangé le 19 novembre à Brazzaville avec une délégation de la Banque africaine de développement (BAD) conduite par son chef du département Eau, Michel Nguessan. L'entretien a porté sur l'expérimentation de la « Sanitation Programme Facilities », un mécanisme de financement pour l'assainissement.



Juste Désiré Mondelé s'entretenant ave la délégation de la BAD/DR

Michel N'Guessan a rappelé que ce nouvel instrument de financement vise à accélérer l'accès universel à l'assainissement pour tous indépendamment de leur couche sociale. « *Il s'agira de manière concrète de développer et de déployer des instruments de financement pour toutes les bourses, à travers des institutions existantes localement. Aujourd'hui, nous parlons d'une facilité de garantie devant couvrir entre 500 millions et 1milliard de dollars, qui va permettre justement de déployer des ressources au bénéfice des populations directement, mais aussi des petites et moyennes entreprises et industries intéressées par le secteur de l'assainissement* », a expliqué le chef de la délégation de la BAD.

Selon lui, le Congo est le pays pilote qui a été choisi à l'échelle parmi les 54 Etats africains pour abriter cette initiative. Au cours des échanges avec Juste Désiré Mondelé, il a été également question de définir la période de mise en œuvre du projet dès sa structuration. « *Le but étant de nous accorder sur le modèle et d'aboutir à des résultats préliminaires que nous pourrons présenter dès le premier trimestre de l'année 2027, lors de l'atelier qui va nous réunir à Nairobi au Kenya* », a annoncé Michel N'Guessan.

Justifiant le choix du Congo, il a évoqué deux raisons particulières. La première se situe au niveau d'engagement très singulier et la compréhension extrêmement fine de la problématique par le gouvernement. La deuxième raison est relative aux besoins existant. « *Donc quand vous regardez les chiffres, d'après les données du Programme commun de suivi de l'OMS et de l'Unicef, nous avons à peine un Congolais sur quatre qui a accès à un service d'assainissement durablement géré. C'est ce gap-là que nous voulons accompagner le gouvernement à combler dans la mesure où cela constitue un agenda de développement du pays, une priorité justement nationale* », a-t-il justifié, saluant les efforts du pays dans le domaine.

Interrogé si le projet sera expérimenté seulement dans les villes de Brazzaville et de Pointe-Noire, le chef du département Eau de la BAD a répondu que le but pour nous est de toucher chaque Congolais là où il se trouve. « *Naturellement, il faudra commencer quelque part puisque nous sommes en phase de démarrage. Mais à terme, il s'agira de toucher chacun et chacune des personnes vivant sur le territoire congolais. Comme nous l'avons dit, le but pour nous est que d'ici 2030, le Congo puisse se clamer d'avoir atteint les ODD en matière d'assainissement* », a conclu l'Ivoirien.

Parfait Wilfried Douniama

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION
Directrice de la publication : Bénédicte Pigasse de Capèle
Directrice Générale p.i : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS
Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE
Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Christian Brice Elion, Rominique Nerplat Makaya
Service Société : Guillaume Ondzé (chef de service), Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Pascal Mongo-Slyhm, Roger Ngombé
Service Économie : Firmin Oyé (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé
Service Afrique/ Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Fiacre Kombo, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :
Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou
Durly Emilia Gankama (cheffe de service)

ADIAC TV
Coordonnateur: Quentin Loubou
Responsable des programmes: Mildred Moukenga

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE
Chef d'agence : Victor Dosseh
Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers.
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA
Nana Londole, Jules Tambwe Itagali.
Alain Diasso, Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga

SECRETARIAT DE REDACTION
Secrétaire général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo
Chef de service : Clotilde Ibara
Arnaud Bienvenu Zodialo.

PAO – MAQUETTE
Chef de service PAO : Eudes Banzouzi
Chef de service Maquette : Cyriaque Brice Zoba
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

INTERNATIONAL-BUREAU DE PARIS
Direction : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Dani Ndungidi

ADMINISTRATION - FINANCES
Directeur : Kiobi Chuldron Abira
Assistant à la direction : Arcade Arnaud Bikondi
Chef de service RHC : Martial Mombongo
Chef de service Comptabilité : Wilfrid Meyal Itoua Ossinga
Mbossa Viny, Abira Tachie, Mongo Hurcilla

DIRECTION COMMERCIALE
Responsable commercial : Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Djongbot Olabouré, Marina Zodialho, Mibelle Okollo

Chef de service diffusion : Guylin Ngossima Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moumbelé Ngono

COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL
Direction : Guillaume Pigasse
Assistante : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

LOGISTIQUE ET SECURITE
Direction : Gérard Ebami Sala
Adjoint à la direction : Elvy Bombete
Coordonnateur : Rachyd Badila
Adjoint: Jules César Olebi,
Siméon Ntsayouolo, Jean Bruno Ndokagna

INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS
Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate Mbenguet Okandze (chef de service), Myck Mienet Mehdi.

LIBRAIRIE LES MANGUIERS
Responsable : Boris Ebaka
Médiatrice culturelle : Émilie Eyala
Assistant: Eustel Chrispain Stevy Oba
Caissière: Jessica Iloki
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

MUSÉE GALERIE DU BASSIN DU CONGO
Responsable : Maurin Jonathan Mobassi
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

CENTRE DE REFLEXION SUR L'INTEGRATION REGIONALE
Directeur : Emmanuel Mbengué

ADIAC
Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo. Tél.: (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepe chesdebrazzaville.fr

Fondateur : Jean-Paul Pigasse

**Journal imprimé dans les presses de l'Imprimerie Nouvelle du Congo, 4 rue des Galois, ZI Mpila, Brazzaville, République du Congo. Tél : +242 05 200 6565, / Email: contact@inc-sa.com, site Internet www.inc-sa.com*

XI, TRUMP, POUTINE

Le monde selon trois volontés

Ils sont puissants, décidés à étendre leur influence et animés par une certaine volonté de redessiner la carte du monde suivant leurs intérêts réciproques.



Les présidents Poutine, Xi et Trump à Shenzhen/DR

Cette volonté inébranlable est d'autant plus forte qu'entre les États-Unis, la Chine et la Russie ; entre Xi Jinping, Donald Trump et Vladimir Poutine, le dialogue s'inscrit dans des lignes de fracture et de convergence d'ordre stratégique et embrasse tous les domaines de la politique, de l'économie, du commerce et de la diplomatie. En d'autres termes, les trois grandes puissances du moment affirment leur place aux yeux du monde y compris dans leurs divergences.

Au cas par cas, Washington veut être libre d'aventures, gagner du terrain au-delà de ses limites territoriales; Beijing ne souhaite que voir son expertise industrielle, technique et technologique se déployer à travers les cinq continents sans entraves d'aucune sorte; Moscou tient à ne pas être démembré dans son vaste espace vital et en fait une question existentielle, tandis que son « Opération militaire spéciale » en Ukraine l'a mis au banc de Bruxelles qui dénonce une violation de l'intégrité d'un pays indépendant. Quand on a compris ces positionnements, on peut essayer de mieux suivre le cours des événements.

Au nom de la diplomatie

À Shenzhen, le 19 novembre, là où les escalades verbales construites autour des conflits en cours en Ukraine, en Iran et à Gaza préparaient les esprits au pire, l'on a assisté à un retour à la retenue des hommes qui ont incontestablement le destin du monde entre leurs mains. Quand bien même certains observateurs déclaraient ne pas attendre grand-chose de la rencontre entre les trois chefs d'État, le fait même de voir le président chinois et ses homologues russe et américain assis autour d'une table est en soi une victoire de la diplomatie.

Cela n'était pas arrivé depuis l'expérience quasi similaire de février 1945 quand les futurs vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale, Staline, Churchill et Roosevelt se retrouvèrent à Yalta, en terre soviétique de Crimée, pour organiser l'issue du conflit. La différence tient, entre autres, au fait qu'aucune guerre mondiale n'a lieu en ce moment et qu'à la place de l'Angleterre, le pays de Winston Churchill, le Chinois Xi Jinping a siégé aux côtés du Russe Poutine et de l'Américain Trump.

Volonté d'émancipation ?

Absente au rendez-vous de Shenzhen, l'Europe des vingt-sept, courtisée désormais comme il le faut par Londres qui a divorcé d'elle il y a six ans, tente de prendre son indépendance vis-à-vis du grand-frère américain, accusé de trahison. À la vérité, l'axe Washington-Bruxelles a enregistré ses premières sautes d'humeur durant l'élection présidentielle américaine de novembre 2024.

Sans aller loin dans la démonstration, la victoire du tonitruant républicain, Donald Trump, semble avoir beaucoup pesé sur la balance du « vivre-ensemble » occidental assis sur ses « propres » valeurs. Insaisissable en matière de politique étrangère dans le sens où l'entendent les théoriciens de la confrontation immuable entre les « démocraties » et les régimes dits « autoritaires », donc infréquentables, le 45e puis 47e président des Etats-Unis n'a pas comblé les attentes des tenants de la ligne dure en Amérique même et en Europe.

Ce qui explique peut-être la tenue d'un contre-sommet en Allemagne en parallèle de celui qui avait lieu en Chine. Visiblement, les chefs d'Etat européens entendent prendre le contrepied du dialogue voulu notamment avec la Russie dans le cadre du conflit ukrainien. Ils ont ainsi réitéré leur soutien à Kiev quoi qu'il en coûte. En accueillant cette rencontre, Berlin ne passe pas sous silence sa volonté de réorganiser son armée dans l'objectif déclaré d'en faire la première d'Europe, remuant à n'en point douter le couteau dans les plaies du passé.

Réformer l'ONU

Pour le moment, le jeu en faveur de l'apaisement se joue à trois. Malgré leurs divergences fondamentales, Xi Jinping, Donald Trump et Vladimir Poutine ont, dans une déclaration commune publiée à l'issue de leur rencontre, focalisé leur attention sur les questions consensuelles : réformer l'Organisation des Nations unies (ONU), augmenter les approvisionnements en produits pétroliers, décrier la Cour pénale internationale au motif qu'elle violerait les immunités des dirigeants en fonction, rejeter l'idée même d'une guerre nucléaire parce qu'elle serait un désastre pour l'humanité car aucun pays ne l'emporterait sur l'autre.

Aucune ligne de cette déclaration ne mentionne la guerre en Iran, pays allié de la Chine et de la Russie, tout comme le conflit russo-ukrainien. Xi et Poutine ont-ils obtenu de Trump qu'il n'attaquera plus l'Iran ? Si la cause du conflit est d'empêcher Téhéran de se doter de l'armée nucléaire, le sujet reste une interrogation, il ne peut être vérifié tant les parties ne prennent pas le temps d'en débattre méthodiquement.

Sur l'Ukraine, la volonté de tous est de voir le conflit prendre fin. De quelle manière ? C'est la question fondamentale. Trump a-t-il pu dire à Poutine : « Termine ta guerre qu'on n'en parle plus ? ». Ce n'est pas certain, mais interrogé par Fox News sur l'attitude des soutiens européens de Kiev opposés à la formule du dialogue envisagé et pourvoyeurs en armes de l'Ukraine, sans froid aux yeux, il a répondu : « Cela m'est égal », assurant que pour l'essentiel l'industrie militaire américaine s'en tire à bon compte.

Entrés dans l'histoire

Quel que soit le résultat du sommet de Shenzhen, comme naguère à Yalta, Xi Jinping, Vladimir Poutine et Donald Trump sont à leur tour entrés dans l'histoire des relations internationales. Pour tout dire, même si aucune force n'est invincible, les Etats-Unis, la Chine et la Russie sont à l'heure actuelle les puissances les plus en vue, leurs actions déterminent la nature du climat à l'échelle des nations du monde. Ils sont avec six autres pays : France, Angleterre, Inde, Pakistan, Israël, Corée du Nord, des puissances nucléaires.

Mais plus que toutes la Russie en tête, suivie des Etats-Unis et moyennement de la Chine détiennent le plus grand nombre d'ogives que l'on dit « prêts à l'emploi ». Question : « prêts à l'emploi » contre qui, et à quelle fin ? Si la réponse convenable est, « contre personne », alors l'historique tripartite Xi, Poutine, Trump du 19 novembre 2026, à Shenzhen, en Chine, aura servi à quelque chose.

Gankama N'Siah

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DE L'HYDRAULIQUE

AVIS D'APPEL A CANDIDATURE
N° 001/MEH/PASEL/CI-2026

RELATIF AU RECRUTEMENT D'UN SPECIALISTE EN SUIVI EVALUATION DU PROJET D'AMELIORATION DES SERVICES D'ELECTRICITE (PASEL)

Le Gouvernement de la République du Congo a obtenu de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD) un prêt pour financer le Projet d'Amélioration des Services d'Electricité (PASEL) et se propose d'utiliser une partie des fonds de ce prêt pour financer le contrat de travail d'un Spécialiste en Suivi Evaluation du Projet.

1.Missions et principales taches
Sous l'autorité directe du Coordonnateur de l'Unité de Gestion du Projet, le Spécialiste en Suivi Evaluation sera chargé, entre autres, des missions et tâches suivantes :
a) Planification
-Préparer la planification des activités du projet PASEL sur toute sa durée en programmant notamment ses coûts et ses activités sur l'ensemble du cycle du Projet ;
-Préparer chaque année le Plan de Travail Budgétisé Annuel (PTBA) de l'année suivante, à soumettre au Coordonnateur dans les délais impartis, en étroite collaboration avec les responsables des composantes techniques ;
-Dresser, en collaboration avec les responsables des composantes techniques, un plan d'actions détaillé de réalisation des activités du PTBA et élaborer les outils de suivi et évaluation correspondants pour s'assurer de sa mise en œuvre (tableau de bord de suivi des activités, Diagramme de Gantt, fiches de suivi des activités sur KoboToolbox) ;
-Mettre à jour la partie suivi-évaluation du Manuel d'exécution du Projet, en fonction des besoins éventuels ;
-Élaborer les termes de référence pour la sélection de consultants ou de bureaux d'études dans le domaine du suivi et évaluation ou autres selon les besoins du projet.
Élaborer les différents rapports (trimestriels, semestriels et annuels) de suivi de la mise en œuvre du PASEL.
b) Suivi
-Renseigner régulièrement la base de données informatisée, présentant l'évolution des indicateurs du cadre de résultats du Projet définis dans le Document du projet ;
-Mettre en place un tableau de bord et un système d'informations géographiques (SIG) permettant de suivre en temps réel les réalisations du Projet, en utilisant le système GEMS de la Banque mondiale ;
-Assurer le suivi régulier des indicateurs du Projet par rapport aux valeurs de référence et mettre à jour périodiquement le Cadre de Résultats (CdR) du Projet ;
-Superviser les activités des prestataires de services recrutés dans le cadre du suivi et évaluation du Projet ;
c) Evaluation
-Organiser et superviser toute étude d'évaluation des activités du Projet jugée nécessaire ;
-Aider la coordination du projet à analyser les résultats du suivi et évaluation en fournissant régulièrement des notes d'information pour faciliter la prise de décisions, notamment sur les points suivants :
o Degré de conformité des activités mises en œuvre par le projet par rapport au plan de travail établi, en analysant notamment leur impact, pertinence, efficacité et efficience ;
o Rapprochement entre les réalisations physiques et financières du Projet, en dégageant les écarts éventuels et en identifiant leurs causes ;
o Comparaison du chronogramme réel au chronogramme prévisionnel, en formulant des recommandations pour rattraper les retards éventuels ;
o Identification proactive des facteurs bloquants/faiblesses éventuelles ou de tout problème risquant d'affecter la bonne exécution du Projet en vue de leur correction.
d) Capitalisation
-Préparer les rapports de suivi et évaluation périodiques sur les activités du Projet et les soumettre à la Coordination du Projet ;
-Superviser la préparation de la documentation nécessaire à la réalisation des missions de supervision nationales (Banque mondiale, Gouvernement de la République du Congo, etc) du projet et des revues et évaluation externes du Projet (Revue à Mi-Parcours, évaluation finale, etc.) ;
-Assurer le suivi de l'exécution des recommandations des missions de supervision (récapitulées dans les Aide-Mémoires) ;
-Participer aux réunions de gestion du Projet et assurer le partage d'une information actualisée sur l'état d'avancement du Projet ;
-Favoriser la diffusion des leçons apprises à l'extérieur du Projet, en collaboration avec le Spécialiste en communication ;
e) Renforcement de capacités
-Assurer un appui méthodologique et technique aux responsables de l'UGP, aux partenaires de mise en œuvre et aux bénéficiaires des activités du Projet afin de les sensibiliser aux objectifs et indicateurs du Projet et à la stratégie de suivi et évaluation ;
-Superviser le travail de collecte des données par les prestataires de services et mettre en œuvre un plan de renforcement de leurs capacités si nécessaire.

2.Durée de la mission et lieu d'affectation
Le Spécialiste en Suivi Evaluation du PASEL sera recruté pour une durée d'un an renouvelable, selon les performances et résultats atteints, avec une période d'essai de trois (03) mois. Il sera basé à Brazzaville à l'Unité de Gestion du Projet, et supervisera les activités du PASEL dans toutes les zones d'intervention du projet.

3.Qualifications et expérience minimales requisesLe spécialiste en suivi évaluation devra justifier du profil suivant :
-Avoir au moins un diplôme universitaire (BAC+5) en management des projets, administration publique, statistique, ingénierie, sciences sociales, gestion ou diplôme équivalent ;
-Avoir une expérience professionnelle d'au moins cinq (05) ans dans le domaine du suivi-évaluation et de planification ;
-Avoir des aptitudes de travail en équipe, dans un milieu multiculturel et sous pression ;
-Maîtriser l'outil informatique (Word, Excel, Powerpoint, Internet…) ;
-Avoir une maîtrise du français et de bonnes compétences en communication écrite et orale ;
-Avoir une bonne connaissance d'outils de conception ou de collectes des données (ODK collect, Kobotoolbox et autres) ou de cartographie (QGIS, ArcGIS, etc.) ;

4.Constitution et dépôt des dossiers de candidature
Les dossiers de candidatures constitués des pièces ci-dessous doivent être déposés, au plus tard le 17 décembre 2026 à 14H00 à l'adresse mentionnée ci-dessous, sous plis fermé avec la mention « Candidature au poste de Spécialiste en suivi Evaluation du PASEL ».
Le dossier devra être constitué des pièces suivantes :
-Une lettre de motivation adressée au Coordonnateur du Projet ;
-Un Curriculum Vitae actualisé indiquant clairement les informations sur les expériences et les compétences en rapport avec la mission ;
-Une copie conforme des diplômes requis ;
-Une copie des attestations de travail justifiant les expériences pour le poste.

5. Méthode de sélection
La sélection du candidat se fera selon la méthode de sélection de consultants individuels par mise en concurrence ouverte (cf. le Règlement de passation des marchés pour les emprunteurs sollicitant le financement de projets d'investissement (FPI) de la Banque mondiale, édition de 2016, révisée en novembre 2017, juillet 2018, novembre 2020, septembre 2023, février 2025 et septembre 2025, paragraphe 7.36 de la section VII relative aux méthodes de sélection agréées pour les services de consultants).

Le recrutement se fera par appel à candidature et la procédure de sélection comportera deux (02) phases :
-Une phase de présélection des candidats par l'établissement d'une liste restreinte des candidats les plus qualifiés pour la mission, au regard de l'analyse des dossiers reçus ;
-Une phase de sélection par un interview des candidats présélectionnés sur la liste restreinte pour déterminer le candidat à retenir pour le poste.

6.Dépôt des candidatures
L'adresse de dépôt des dossiers de candidatures et d'obtention des termes de référence et autres informations complémentaires concernant le présent avis est la suivante. La transmission des dossiers par voie électronique ne sera pas permise.

Projet d'Amélioration des Services d'Electricité
À l'attention de : Olivier MAZABA NTONDELE, Coordonnateur du PASEL
Adresse : 22 Avenue Albert BASSANDZA (Non loin de la Clinique COGEMO)
Centre-Ville, Brazzaville, République du Congo
Tél : +242 06 443 4136
Courriel : passationdesmarchespasel@gmail.com

7.Informations générales :
Les candidat(e)s intéressé(e)s peuvent retirer les TDR et obtenir des informations complémentaires pendant les jours ouvrables à l'adresse ci-dessus de 08 heures à 16 heures (heures locales). Seuls les candidats présélectionnés seront contactés pour un entretien.

Fait à Brazzaville, le 16 NOV 2026

Le Coordonnateur

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DE L'HYDRAULIQUE – PROJET D'AMÉLIORATION DES SERVICES D'ELECTRICITÉ – République du Congo – Le Coordonnateur – PASEL

Olivier MAZABA NTONDELE

PÉNURIES DE CARBURANT

Le gouvernement s'explique

Interpellé par les députés le 17 novembre lors de la séance de questions orales avec débat au gouvernement sur les pénuries récurrentes de carburant à la pompe, le Premier ministre, Anatole Collinet Makosso, a donné les raisons avant d'annoncer les mesures préconisées par l'exécutif.

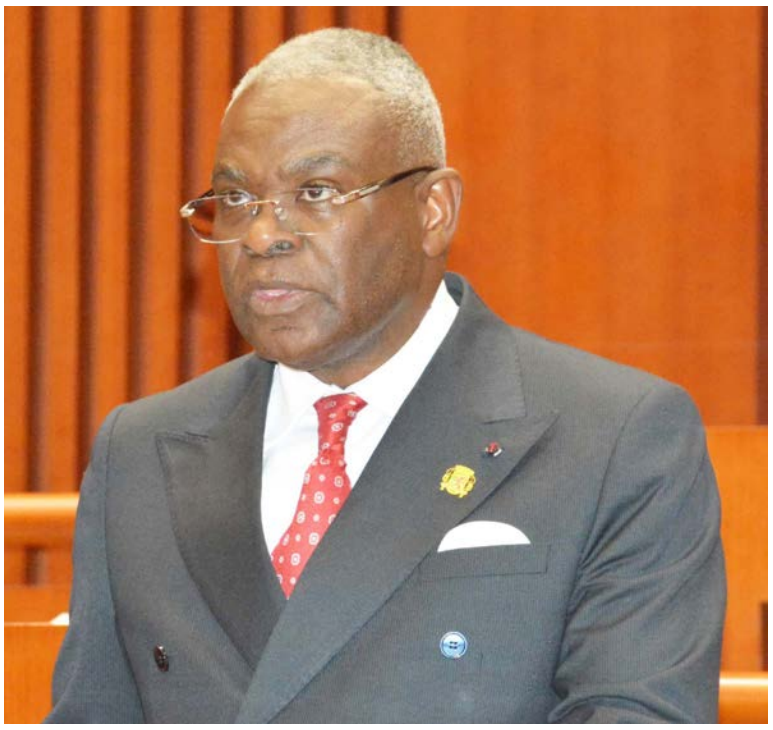
Le chef du gouvernement a informé la représentation nationale que la régularité de l'approvisionnement du marché national en produits pétroliers a été gravement perturbée par la hausse sans précédent des prix sur le marché international, du fait de la fermeture du détroit d'Hormuz. Cette hausse s'est traduite par des pénuries récurrentes et des files d'attente dans les stations-service. Selon Anatole Collinet Makosso, l'approvisionnement en carburant repose sur deux sources au Congo, notamment la production de la Congolaise de raffinage (Coraf) et les importations réalisées par la Société nationale des pétroles du Congo (SNPC).

« La production de la Coraf ne couvre actuellement qu'environ 40 % de la demande nationale. Les importations représentent donc près de 60 % de cette demande. La reconstitution des stocks a été ralentie par la baisse de la production, en particulier celle de l'essence à la Coraf, ainsi que par les retards de livraison des produits importés », a indiqué le Premier ministre. Il a précisé que ces retards s'inscrivent dans le contexte international actuel, perturbé et marqué par la hausse des prix des produits, du fret et des assurances.

Le prix du gasoil à l'importation ayant battu les records, l'arrêt programmé de la Coraf en septembre dernier pour maintenance a permis de remettre la raffinerie à flot. Ainsi, un programme de modernisation est en cours de mise en œuvre. Pour dynamiser l'importation continue des produits pétroliers, le gouvernement a consenti, par circulaire, à des mesures de soutien visant la prise en charge par l'État des surcoûts d'importation. *« Plusieurs cargaisons de super carburant ont été réceptionnées dans ce cadre et ont permis de rétablir l'équilibre actuellement observé sur ce produit. D'autres cargaisons sont attendues d'ici au 15 décembre 2026. L'ensemble des cargaisons attendues permettra d'assurer au pays une autonomie de consommation de 60 jours »*, a annoncé Anatole Collinet Makosso.

La deuxième raffinerie opérationnelle à partir du premier semestre 2028

Concernant le gasoil, au regard du niveau très élevé de son prix sur le marché international et de son prix d'entrée de distribution très bas sur le marché national, les mesures de la circulaire n'ont pas permis de résorber les surcoûts engendrés. La raison avancée par le Premier ministre étant qu'une partie du prélèvement de la TVA, prix d'entrée de distribution, devrait être affectée aux importateurs-marqueteurs pour amoindrir le coût de revient de leurs importations. *« Malheureusement, cela n'a toujours pas suffi. Un projet d'arrêté qui établit l'augmentation des prix d'entrée de distribution sans augmentation des prix de vente à la pompe est en cours d'élaboration et sera publié dans les tout prochains jours. Ce projet d'arrêté qui cible les interventions de l'État, au cas par cas, devrait garantir à court terme la disponibilité du carburant. Par ailleurs, les cargaisons de gazole attendues à l'échéance du 15 décembre 2026 offriront au pays une autonomie de consommation de trente jours »*, a-t-il détaillé.



Anatole Collinet Makosso répondant aux questions des députés/DR

Le chef du gouvernement espère que les arrivages programmés au cours des prochaines semaines permettront une amélioration progressive de la situation et une réduction sensible des tensions observées dans les stations-service sur l'ensemble du territoire national.

L'objectif visé par le gouvernement est de reconstituer progressivement les stocks afin de porter leur autonomie à un niveau compatible avec les standards de sûreté et d'approvisionnement. D'après lui, l'exécutif travaille à une réforme visant à mieux catégoriser les consommateurs au regard du système de prix régulé. L'objectif est de rationaliser la dépense publique et de mieux cibler les bénéficiaires, d'autant plus que les subventions profitent aujourd'hui à l'ensemble des consommateurs, y compris à des entreprises disposant pourtant d'une grande capacité financière.

Quant à la construction de la deuxième raffinerie à Fouta, dans le Kouilou, par la société Atlantique pétrochimique, le chef du gouvernement a indiqué que les travaux se poursuivent, conformément au programme arrêté avec les partenaires du projet. Selon le chronogramme des travaux révisés, la période allant de 2025 à 2027 est consacrée à la réalisation de la phase 1 d'une capacité de raffinage de 1,5 million de tonnes par an, tandis que celle allant de 2028 à 2030 sera consacrée à l'extension des installations de la phase 1 pour atteindre une capacité de traitement de cinq millions de tonnes par an dont une unité de pétrochimie de 500 000 tonnes par an. *« Les travaux de génie civil sont en cours. Sur la base des informations communiquées par la société Atlantique pétrochimique, la première phase de la raffinerie entrera en exploitation courant premier semestre de l'année 2028. En attendant son entrée en production, la société a entrepris l'installation d'une unité modulaire de raffinage transitoire d'une capacité de 1 000 barils par jour, dont l'entrée en exploitation pourrait être prévue au mois de février 2027 »*, a-t-il conclu.

Parfait Wilfried Douniama

PARTI REPUBLICAIN & LIBERAL
Liberté-Egalité-Progrès

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Comme suite aux résolutions de la 3è Convention Nationale tenue du 29 au 31 janvier 2026 à Brazzaville, **le Parti Républicain & Libéral** (PRL) informe l'opinion publique nationale ainsi que l'ensemble de ses militants du déploiement, à compter de ce **19 novembre 2026,** de plusieurs délégations du Bureau Exécutif National à travers les différents Départements de la République du Congo.

Cette mission d'envergure, mandatée par le Président du Parti, a pour objectif principal de procéder à la restructuration, au renouvellement et à la redynamisation des instances fédérales et locales du PRL sur toute l'étendue du territoire national.

Fidèle à sa ligne d'indépendance et d'autonomie politique réaffirmée lors de la 3e Convention Nationale – ***marquée par le refus de toute dilution au sein d'un Groupement politique et par l'attachement exclusif au Président de la République, en tant que trait d'union institutionnel et garant de l'unité nationale*** –, le PRL entend s'appuyer sur ses propres forces et sur son ancrage populaire pour bâtir un appareil politique moderne, discipliné et conquérant.

À travers cette tournée nationale, la direction du parti engage, dès à présent, ses bases militantes en ordre de bataille, en vue des échéances à venir (législatives, locales et sénatoriales de 2027). Ces scrutins constitueront une étape décisive pour permettre au PRL de défendre son projet de société républicain et libéral au sein du Parlement et des conseils locaux.

Le Bureau Exécutif National invite l'ensemble des responsables fédéraux, des militants et des sympathisants à réserver un accueil chaleureux aux délégations mandatées et à participer massivement aux travaux de renouvellement dans un esprit de cohésion, de responsabilité et d'ouverture.

Fait à Brazzaville, le 18/11/2026
La Cellule de Communication

APPEL A CANDIDATURE N° 011/MCIDAT/DGGT/PRRU/UGP-26
RECRUTEMENT DU SPÉCIALISTE EN DÉVELOPPEMENT URBAIN DU PROJET DE RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE URBAINE

I-Contexte et justification

Le gouvernement de la République du Congo a signé avec la Banque mondiale un accord de prêt d'un montant de 60 millions USD pour le financement du projet de renforcement de la résilience urbaine (PRRU) et à l'intention d'utiliser une partie de ce crédit pour financer les services relatifs au « recrutement d'un(e) spécialiste en développement urbain de l'unité de gestion du PRRU ».

II-Description du poste

Sous la supervision directe du Coordonnateur de l'UGP, et en étroite collaboration avec les autres spécialistes et responsables de l'UGP, le (a) Spécialiste en Développement Urbain sera chargé(e) de :

Appui technique aux investissements de mise à niveau urbain (sous-composante 1.2)

•assurer le suivi technique des études, de la conception et de la supervision des investissements en infrastructures de mobilité, en réseaux d'espaces verts publics et en équipements socioéconomiques (centres de santé, écoles, marchés, etc.) dans les quartiers ciblés ;

•veiller à l'intégration des normes de résilience climatique, d'accessibilité universelle et de solutions fondées sur la nature dans la conception des investissements urbains ;

•assurer la coordination avec les UTM de Brazzaville et de Pointe-Noire pour la mise en œuvre technique locale et le suivi des engagements pris dans le cadre des Contrats de Ville ; et

•contribuer à la priorisation des investissements sur la base des schémas directeurs urbains et des Plans Locaux d'Urbanisme (PLU) en vigueur.

Appui aux politiques urbaines et au renforcement institutionnel (composante 2)

•appuyer le MCUH dans l'élaboration de la politique sectorielle de la construction, du logement et du développement urbain, intégrant les considérations environnementales, climatiques et de gestion des risques de catastrophes ;

•appuyer la formulation du programme national de développement urbain ;

•appuyer l'élaboration, au niveau municipal, des plans opérationnels et instruments complémentaires découlant des PLU de Brazzaville et de Pointe-Noire (plan directeur de drainage, plan directeur de gestion des déchets solides, plan de mobilité urbaine durable, plans urbains détaillés, etc.) ;

•identifier, en collaboration avec les institutions bénéficiaires, les besoins en renforcement des capacités du MCUH, des communes et des comités de gestion et de développement communautaires (CGDC) en matière de gestion urbaine ;

contribuer à l'élaboration et à la mise en œuvre des plans de renforcement des capacités correspondants ; et assurer le suivi et l'évaluation des résultats obtenus, en veillant à la prise en compte du genre, des jeunes et des groupes vulnérables ;

•élaborer ou contribuer à l'élaboration des Termes de Référence pour le recrutement des consultants et bureaux d'études chargés des études urbaines et des activités d'assistance technique financées au titre des composantes 1.2 et 2 ;

•participer à la réalisation des diagnostics urbains, fonciers et institutionnels des communes bénéficiaires ;

•assurer le suivi de la mise en œuvre des recommandations issues des études, plans, stratégies et activités d'assistance technique relevant de son domaine de compétence, en coordination avec les ministères, les communes et les autres structures concernées.

Suivi, coordination et rapportage

•contribuer à l'élaboration du Plan de Travail et Budget Annuel (PTBA) du Projet pour les activités relevant des composantes 1.2 et 2 ;

•contribuer au suivi-évaluation des activités des composantes 1.2 et 2 au regard des indicateurs du cadre de résultats du projet ;

•préparer et consolider les contributions relatives aux activités urbaines dans les rapports d'avancement trimestriels et annuels du projet ;

•assurer le suivi technique de l'exécution des contrats d'études et d'assistance technique relevant de son domaine de compétence, notamment le suivi des calendriers, l'examen, le contrôle de la qualité et la formulation d'observations sur les livrables, le suivi de la prise en compte de ces observations, ainsi que leur validation technique ;

•contribuer à la capitalisation des bonnes pratiques, outils et enseignements en vue de leur intégration dans les politiques urbaines nationales ;

•participer au dialogue multi-acteurs, aux plateformes de concertation et aux missions de terrain intersectorielles dans le cadre de la mise en œuvre du PRRU ;

•contribuer, en coordination avec les spécialistes concernés de l'UGP, les UTM et les CGDC, aux processus de concertation et de planification participative relatifs à l'identification, à la priorisation, à la conception et au suivi des investissements urbains ; et

•exécuter toute autre tâche à lui confiée par le Coordonnateur de l'UGP.

III- Profil de candidat(e) recherché (e)

Profil général recherché

Le projet recherche un(e) professionnel(le) confirmé(e) du développement urbain, alliant une solide expertise technique en urbanisme et aménagement du territoire à une expérience avérée en gestion de projets et en dialogue institutionnel. Le/la candidat(e) devra faire preuve d'une bonne compréhension des enjeux de résilience climatique, d'inclusion sociale et de gouvernance urbaine décentralisée, ainsi que d'une capacité démontrée à évoluer dans un environnement multi-acteurs (ministères sectoriels, communes, bailleurs de fonds, bureaux d'études et communautés bénéficiaires). Une expérience antérieure au sein d'une unité de gestion de projet (UGP) constitue un atout.

Niveau académique

•être titulaire d'un diplôme supérieur de niveau BAC+5 au minimum (Master, Diplôme d'Ingénieur ou équivalent) en urbanisme, gestion urbaine, aménagement du territoire, architecture, géographie urbaine ou domaine apparenté ; et

•une formation complémentaire ou une spécialisation en gestion de projets, en gestion des risques de catastrophe, en changement climatique ou en gouvernance urbaine et foncière est un atout.

Expérience professionnelle requise

•expérience générale : justifier d'au moins dix (10) années d'expérience professionnelle générale dans les domaines du développement urbain, de l'urbanisme, de l'habitat ou de l'aménagement du territoire ;

•expérience spécifique technique : justifier d'au moins cinq (5) ans d'expérience spécifique dans la conception, la planification, la programmation et la mise en œuvre de projets urbains (planification urbaine, aménagement du territoire, développement urbain durable, habitat, infrastructures et équipements urbains structurants, gestion des eaux pluviales, etc.);

•expérience en gestion/direction de projet : justifier d'au moins cinq (5) ans en tant qu'expert senior, chef de projet, chef de mission ou chef de département au sein d'une structure technique intervenant dans les domaines du développement urbain, de l'urbanisme ou de l'habitat ;

•expérience avec les partenaires techniques et financiers : une expérience dans la préparation ou la mise en œuvre de projets financés par la Banque mondiale ou d'autres bailleurs (BAD, AFD) constitue un atout ;

•connaissance du contexte local : avoir une bonne connaissance du contexte de développement urbain, foncier et de l'habitat en République du Congo (décentralisation, politique urbaine nationale) ; et

•expérience en zones à enjeux similaires : une expérience spécifique dans des projets touchant aux quartiers précaires, à la gestion des risques d'inondation/érosion ou à la résilience climatique urbaine est un atout.

Compétences techniques et comportementales

•justifier d'une bonne maîtrise des principes et outils de planification urbaine, d'aménagement du territoire et de développement urbain durable ;

•justifier d'une bonne connaissance du cadre institutionnel et réglementaire national en vigueur en matière d'urbanisme, d'aménagement et de développement local ;

•justifier d'une bonne maîtrise des approches de résilience urbaine, notamment la prévention et la gestion des risques d'inondation, d'érosion et des effets du changement climatique ;

•justifier des compétences solides dans la programmation des infrastructures et équipements urbains : voirie, drainage, espaces publics et verts, équipements socioéconomiques et services urbains ;

•justifier d'une bonne maîtrise des outils de diagnostic territorial et de planification urbaine, notamment les analyses spatiales et, idéalement, les SIG et la cartographie ;

•avoir une bonne connaissance des outils informatiques standards (Word, Excel, PowerPoint) et de l'Internet;

•avoir une parfaite maîtrise du français (langue de travail du projet) ;

•avoir d'excellentes capacités de rédaction et d'analyse de documents techniques, un esprit de synthèse et de formulation stratégique ;

•disposer de bonnes aptitudes relationnelles et de communication, d'un sens de l'écoute et de la concertation, et de la capacité à travailler en équipe pluridisciplinaire et sous pression ; et

•faire preuve de rigueur, de discrétion, de proactivité et d'une grande capacité d'adaptation à un environnement institutionnel exigeant.

N.B :

-Sauf dans le cadre des exceptions prévues par la loi, les candidats ayant déjà été admis à faire valoir leurs droits à la retraite au moment de postuler ne seront pas retenus. Ceci vaudra aussi pour les candidats atteignant l'âge de la retraite, soit au moment du recrutement, soit avant la fin de la première année du contrat.

-Tous les candidats fonctionnaires doivent noter que dans l'éventualité qu'ils sont retenus, ils ne pourront être recrutés qu'à condition qu'ils puissent prouver et/ou justifier qu'ils sont soit détachés ou mis en disponibilité par la fonction publique, et s'engagent individuellement dans le cadre de contrats de consultants individuels.

IV-Méthode de sélection

La sélection du candidat se fera en accord avec les procédures définies dans le Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissements (FPI) de la Banque Mondiale (Edition de septembre 2025). Elle se déroulera en deux (02) phases : i) une phase de présélection des candidats par l'établissement d'une liste restreinte des candidats les plus qualifiés pour le poste au regard de l'analyse de leurs dossiers de candidature et ii) une phase d'interview des candidats présélectionnés sur la liste restreinte. Seul(e)s les candidat(e)s présélectionné(e)s seront contacté(e)s pour la deuxième phase.

V-Dépôt des candidatures

Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires et les termes de référence complets à l'adresse indiquée ci-dessous de 8h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h00 (heure locale).

Les dossiers de candidatures écrits en langue française comprenant : une lettre de motivation adressée au Coordonnateur du Projet; un Curriculum Vitae actualisé indiquant clairement les informations sur les expériences et les compétences en rapport avec la mission (mentionnant les qualifications et expériences pertinentes pour la mission, description des tâches réalisées dans des missions similaires); une copie certifiée conforme du diplôme requis et des copies des attestations ou certificats des formations complémentaires suivies; des copies des attestations/certificats de travail justifiant l'expérience pour les postes occupés, doivent être déposés sous plis fermé ou envoyés par courrier électronique à l'adresse ci-dessous au plus tard le 07 décembre 2026 à 14h00, heure locale avec la mention : « Candidature au poste de Spécialiste en développement urbain du PRRU ».

Seules les expériences assorties des attestations de bonne fin d'exécution ou des certificats de travail en bonne et due forme seront pris en compte dans la présélection.

Contact

Adresse : UGP-PRRU, sis Business center (Tours jumelles),
6ème étage, porte 6004, Mpila, Brazzaville
E-mail : prrucongo@gmail.com

Fait à Brazzaville, le 18 Novembre 2026
Le Coordonnateur,
Guy Flugence MBENGUE

AIRES PROTÉGÉES

Des journalistes édifiés sur la conservation de la biodiversité

La Fondation Odzala-Kokoua-Lossi (FOKL) a organisé, le 19 novembre à Brazzaville, un atelier de sensibilisation destiné aux professionnels des médias sur les enjeux de la conservation de la biodiversité dans le paysage Odzala-Kokoua-Lossi.

L'objectif de l'échange placé sur le thème « Informer pour mieux conserver » était de renforcer les connaissances et la compréhension des professionnels des médias sur les sujets de conservation de la biodiversité, afin de favoriser un traitement journalistique plus documenté, équilibré et responsable des questions environnementales. La priorité de la Fondation est d'assurer auprès du public congolais une plus grande visibilité de l'importance de la conservation autour d'Odzala-Kokoua. *« Nous estimons qu'il n'y a pas encore suffisamment de couverture sur les activités de conservation à proprement parler »*, a fait remarquer la directrice de communication de la FOKL, Vinic Kaya.



La photo de famille des journalistes après la formation/Adiac

La FOKL a identifié à ce sujet, comme principale difficulté, l'absence d'une couverture organique et régulière des questions de conservation, en raison du manque de connaissances techniques sur la problématique. La rencontre s'est ainsi articulée autour de six modules, à savoir biodiversité et conservation; conflits homme-faune et coexistence; lutte contre le braconnage et protection de la faune; conservation, communautés et développement local; science, données écologiques et journalisme; communication responsable. Elle a permis aux journalistes de comprendre « C'est quoi la conservation ? Pourquoi conserver ? Comment conserver ? Et avec qui on conserve ? », de sorte à leur donner toutes les composantes nécessaires afin de mieux traiter et informer le public, précisément les autorités sur la gestion de cet espace.

S'agissant notamment de l'État, la directrice de communication a estimé que l'urgence réside dans une plus grande implication à l'échelle nationale sur la problématique concrète. *«Nous avons beaucoup d'appui au niveau des politiques, au niveau des problématiques, mais nous souhaitons quand même un peu plus de visibilité, un peu plus d'écoute sur certaines problématiques qui sont récurrentes »*, a-t-elle affirmé. La presse constitue, selon la Fondation, l'un des moyens d'atteindre les parties prenantes qui ne peuvent être touchées dans les régions, lors des différents ateliers ou conférences de presse.

La FOKL est issue d'un partenariat public-privé entre le gouvernement de la République du Congo et African Parks Network. Elle assure la gestion du parc National Odzala-Kokoua et du sanctuaire des gorilles de Lossi, deux aires protégées majeures pour la conservation de la biodiversité dans le bassin du Congo.

Jean Pascal Mongo-Slyhm

FORCES ARMÉES CONGOLAISES

Raymond Zéphirin Mboulou visite le Groupement urbain territorial à Maya-Maya

Le ministre de la Défense nationale, Raymond Zéphirin Mboulou, a effectué, le 16 novembre, une descente au Groupement territorial basé dans la zone stratégique de Maya-Maya, à Brazzaville, pour évaluer les infrastructures et se rendre compte des conditions de travail des soldats qui y évoluent, et particulièrement ceux de l'armée de l'air.



Au centre, le ministre de la Défense nationale, Raymond Zéphirin Mboulou/DR

Comme l'exige la tradition, la visite du ministre de la Défense nationale s'est déroulée selon un schéma bien établi : accueil protocolaire à l'entrée du Groupement para-commando par les chefs de corps qui le constituent (Groupement para-commando ; base aérienne 01/20 ; régiment d'artillerie sol-air) ; honneurs militaires dignes de son rang ; revue de troupes.

Au cours de sa visite, Raymond Zéphirin Mboulou a eu un briefing à huis clos au poste de commandement. Assisté de son directeur de cabinet ainsi que de certains membres du commandement avec à leur tête le chef d'état-major général des Forces armées congolaises, il a décliné l'objet de sa visite. Tour à tour, du chef d'état-major général au commandant de la base 01/20 en passant par le chef d'état-major de l'armée de l'air, chacun a présenté au ministre la base aérienne 01/20, ses infrastructures, ses difficultés et ses défis rencontrés.

Le ministre de la Défense nationale a ensuite visité les installations de la base aérienne 01/20 en parcourant ses différents sites. Il sied de noter que cette visite au Groupement urbain territorial de Maya-Maya s'inscrit dans les devoirs de commandement, d'inspection et de contrôle.

Guillaume Ondze

EMPGL

Les AET assurent la pérennité de l'action de Leclerc

Dans le cadre de la commémoration de la Journée du maréchal Leclerc, une cérémonie a été organisée le 17 novembre sur la place d'armes de l'école miliraire préparatoire éponyme, à Brazzaville.



Des officiels déposant les gerbes de fleurs au pied de la stèle/Adiac

Le rituel du dépôt des gerbes de fleurs a été respecté tour à tour par les officiels présents à la cérémonie. De l'évocation de la mémoire du général, maréchal de France, on retiendra que le 24 août 1943, le général de Gaulle mettra sur pied la 2e division blindée par la transformation de la force L, devenue 2e DFL, à Casablanca, au Maroc. C'est à partir de là que Philippe Leclerc de Hauteclocque va forger son outil de combat dont il dira, un an plus tard, que c'est sa plus belle victoire…

Major de sa promotion à l'école de guerre en 1937, Philippe Leclerc se verra empêché de terminer sa formation à cause de la déclaration de guerre. Dans les semaines qui suivent, il est affecté à la quatrième division d'infanterie chargée de renforcer la ligne Maginot, avant de prendre la tête du troisième bureau chargé des opérations.

Ecœuré de voir la capitale « à plat ventre », il refuse la défaite, puis rejoint le mouvement de résistance du général de Gaulle. Il prend alors le pseudonyme de Leclerc, nom qui sera utilisé pour baptiser la toute jeune école d'enfants de troupe créée à Brazzaville, auréolée de l'immense prestige d'incarner la capitale de la France libre.

Dans son discours, la secrétaire général adjoint de l'association des Anciens enfants de troupe (AET), Serge Eugène Ghoma-Boubanga, a rappelé à l'auditoire que le général Leclerc était un complexe, aux convictions souvent en avance sur l'époque, mais toujours fidèle à l'intérêt national et réaliste qui, en 1943, écrivait : *«La guerre civile…menace entre Gaullistes et Giraudistes »*.

« Français libre et radical, il se fait pourtant à la tête de la 2e DB, le chantre de la réconciliation », a-t-il rappelé.

A noter qu'au cours de cette cérémonie un don composé de matériel bureautique a été offert par le président de l'association des AET du Congo, le colonel-major Rémy Ayayos Ikounga. Il a été réceptionné par le commandant de l'Ecole militaire préoaratoire général Leclerc (EMPGL), le colonel-major Camille Serge Oya.

G.O.

PARIS
AU DÉPART DE BRAZZAVILLE
À PARTIR DE
749 000 XAF
TTC
A/R
EN CABINE ECONOMY



MEMBRE DE
L'ALLIANCE
SKYTEAM
Hors frais de services, soumis à conditions et disponibilités.
Achetez jusqu'au 15 décembre 2026, pour des voyages allant jusqu'au 30 juin 2027.
Réservez maintenant en agences, ou sur airfrance.cg.

POUR CONTINUER À VOYAGER DEMAIN, REPENSONS
DÈS MAINTENANT NOTRE FAÇON DE NOUS DÉPLACER. ACT
Carburant durable plus durable, nouveaux avions moins polluants, éco-pilotage
sur tous nos vols, retrouvez tous nos engagements sur airfranceact.airfrance.com

AIRFRANCE
S'ENVOLER EN TOUTE ÉLÉGANCE

airtel

Scannez et télécharger

MyAirtel App

inscrivez-vous et recevez **1 GB**
à la première installation



Download on the App Store

GET IT ON Google Play



NÉCROLOGIE



Mme Olabouré Parfaite et famille ont la profonde douleur d' annoncer le décès de leur fils, mari, oncle et papa Urbain Wilfrid Akouala, survenu le 15 novembre 2026 à 17H 15.
Lieu de la veillée 39 rue Ately, Nkombo (derrière la Télé, arrêt la Ferme.)
La date des obsèques sera communiquée ultérieurement.
Dieu a donné, a repris.

AVIS DE DEMANDE DE COTATIONS
N° CG-PSIPJ-007-F-DC-26
POUR LA FOURNITURE, L'INSTALLATION ET LA MISE EN SERVICE D'EQUIPEMENTS INFORMATIQUES, DE LOGICIELS ET DE PERIPHERIQUES AU PROFIT DU REGISTRE SOCIAL UNIQUE (RSU)

République du Congo
Projet de Protection Sociale et d'Inclusion Productive des Jeunes
Crédit N° 71140-CG
N° de référence (selon le Plan de Passation de Marchés) : CG-PSIPJ-266-F-DC-26

1.La République du Congo a obtenu un financement de l'Association Internationale de Développement (IDA) pour financer le coût du Projet de Protection Sociale et d'Inclusion Productive des Jeunes (PSIPJ). Conformément aux procédures de la Banque mondiale, le Projet se propose d'utiliser une partie du montant de ce financement pour effectuer les paiements au titre du marché relatif à la fourniture, l'installation et la mise en service d'équipements informatiques, de logiciels et de périphériques au profit du Registre Social Unique (RSU).

L'Unité de Gestion du Projet de Protection Sociale et d'Inclusion Productive des Jeunes (PSIPJ) sollicite des offres fermées de la part des soumissionnaires éligibles et répondant aux qualifications requises pour la fourniture, l'installation et la mise en service d'équipements informatiques (postes de travail, ordinateurs portables, moniteur, vidéoprojecteur, imprimantes, stabilisateurs et rallonges sécurisées), de logiciels (virtualisation, antivirus, Windows Server, suite bureautique) et de périphériques, en lot unique.

2.La procédure de passation de marchés sera conduite selon la procédure de demande de cotations telle que prévue au point 5 de l'Annexe XII du « Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement » de la Banque mondiale de juillet 2016, révisé en novembre 2017, août 2018, novembre 2020, septembre 2023, février et septembre 2025.

3.Les soumissionnaires intéressés et éligibles peuvent obtenir des informations auprès de l'Unité de Gestion du Projet PSIPJ et prendre connaissance du dossier de demande de cotations à l'adresse ci-après : sise dans l'enceinte de la forêt de la Patte d'Oie, derrière le Tennis Club de Brazzaville, quartier Diata, Arrondissement 1 Makélékélé, Brazzaville ; Tél : (+242) 06 135 90 90 ; E-mail : cpm@psipj.com , de 9 h 00 à 16 h 00 du lundi au vendredi.

4.Le dossier de demande de cotations en français peut être obtenu gratuitement par les candidats intéressés, en version papier ou électronique, auprès de l'UGP-PSIPJ ou par courrier électronique à l'adresse ci-dessus.

5.Les offres devront être remises à la cellule de passation des marchés de l'UGP-PSIPJ au plus tard le mercredi 25 novembre 2026 à 12 heures 00 (heure de Brazzaville), en quatre (4) exemplaires, un (1) original, trois (3) copies et une version électronique (clé USB). L'ouverture des plis aura lieu le même jour à 12 heures 30, dans la salle de réunion de l'UGP-PSIPJ ; les soumissionnaires qui le souhaitent peuvent y assister. La soumission des offres par voie électronique n'est pas autorisée. Les offres remises hors délai ne seront pas acceptées.

6.Aucune garantie de soumission n'est exigée. Les soumissionnaires devront joindre à leurs offres les pièces administratives suivantes, en cours de validité :

•Leur numéro d'Identification Unique (NIU) ;

•Leur attestation de registre du commerce et de crédit mobilier (RCCM) ;

•Le SCIEN et le SCIET ;

•La Licence Unique d'Exploitation des Entreprises (LUEE) ;

•La patente en cours de validité ;

•L'Attestation de non-redevance fiscale (ANR) ;

•Un certificat de non-faillite

•Le Quitus de la CNSS.

7.Les offres resteront valables pendant quarante-cinq (45) jours à compter de la date limite de remise ci-dessus. Les fournitures seront livrées et installées au siège du RSU à Brazzaville, dans un délai de trente-cinq (35) jours calendaires.

8.L'UGP-PSIPJ se réserve le droit d'accepter ou de rejeter toutes les offres, ou d'annuler la procédure de demande de cotations, à tout moment avant l'attribution du marché.

9.L'adresse à laquelle il est fait référence ci-dessus est :

Nom de l'Agence d'exécution : Projet de Protection Sociale et d'Inclusion Productive des Jeunes (PSIPJ)

Adresse : sise dans l'enceinte de la forêt de la Patte d'Oie, derrière le Tennis Club de Brazzaville, quartier Diata, Arrondissement 1 Makélékélé, Brazzaville

Numéro de téléphone : (+242) 06 135 90 90

Adresse électronique : cpm@psipj.com

Fait à Brazzaville, le
Le Coordonnateur
Antoine Régis NGAKEGNI

AVIS DE DEMANDE DE COTATIONS
N° CG-PSIPJ-006-F-DC-26
POUR LA FOURNITURE, L'INSTALLATION, LA MISE EN SERVICE ET LA MAINTENANCE D'UN SYSTEME SOLAIRE HYBRIDE RACCORDE AU RESEAU PUBLIC ET AU GROUPE ELECTROGENE, AU PROFIT DU REGISTRE SOCIAL UNIQUE (RSU)

République du Congo
Projet de Protection Sociale et d'Inclusion Productive des Jeunes
Crédit N° 71140-CG N° de référence (selon le Plan de Passation de Marchés) : CG-PSIPJ-267-F-DC-26

1.La République du Congo a obtenu un financement de l'Association Internationale de Développement (IDA) pour financer le coût du Projet de Protection Sociale et d'Inclusion Productive des Jeunes (PSIPJ). Conformément aux procédures de la Banque mondiale, le Projet se propose d'utiliser une partie du montant de ce financement pour effectuer les paiements au titre du marché relatif à la fourniture, l'installation, la mise en service et la maintenance pendant un (01) an d'un système solaire hybride au profit du Registre Social Unique (RSU).

L'Unité de Gestion du Projet de Protection Sociale et d'Inclusion Productive des Jeunes (PSIPJ) sollicite des offres fermées de la part des soumissionnaires éligibles et répondant aux qualifications requises pour la fourniture, l'installation, la mise en service et la maintenance d'un système solaire hybride avec champ photovoltaïque, raccordé au réseau public avec prise en charge du groupe électrogène, en lot unique.

2.La procédure de passation de marchés sera conduite selon la procédure de demande de cotations telle que prévue au point 5 de l'Annexe XII du « Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement » de la Banque mondiale de juillet 2016, révisé en novembre 2017, août 2018, novembre 2020, septembre 2023, février et septembre 2025.

3.Les soumissionnaires intéressés et éligibles peuvent obtenir des informations auprès de l'Unité de Gestion du Projet PSIPJ et prendre connaissance du dossier de demande de cotations à l'adresse ci-après : sise dans l'enceinte de la forêt de la Patte d'Oie, derrière le Tennis Club de Brazzaville, quartier Diata, Arrondissement 1 Makélékélé, Brazzaville ; Tél : (+242) 06 135 90 90 ; Email : cpm@psipj.com , de 9 h 00 à 16 h 00 du lundi au vendredi.

4.Le dossier de demande de cotations en français peut être obtenu gratuitement par les candidats intéressés, en version papier ou électronique, auprès de l'UGP-PSIPJ ou par courrier électronique à l'adresse ci-dessus.

5.Les offres devront être remises à la cellule de passation des marchés de l'UGP-PSIPJ au plus tard le mercredi 25 novembre 2026 à 12 heures 00 (heure de Brazzaville), en quatre (4) exemplaires, un (1) original, trois (3) copies et une version électronique (clé USB). L'ouverture des plis aura lieu le même jour à 12 heures 30, dans la salle de réunion de l'UGP-PSIPJ ; les soumissionnaires qui le souhaitent peuvent y assister. La soumission des offres par voie électronique n'est pas autorisée. Les offres remises hors délai ne seront pas acceptées.

6.Aucune garantie de soumission n'est exigée. Les soumissionnaires devront joindre à leurs offres les pièces administratives suivantes, en cours de validité :

•L'autorisation du fabricant ou de son représentant agréé ;

•Leur numéro d'Identification Unique (NIU) ;

•Leur attestation de registre du commerce et de crédit mobilier (RCCM) ;

•Le SCIEN et le SCIET ;

•La Licence Unique d'Exploitation des Entreprises (LUEE) ;

•La patente en cours de validité ;

•L'Attestation de non-redevance fiscale (ANR) ;

•Un certificat de non-faillite ;

•Le quitus de la CNSS.

7.Les offres resteront valables pendant quarante-cinq (45) jours à compter de la date limite de remise ci-dessus. Les prestations seront exécutées à Brazzaville, dans les locaux du RSU, dans un délai de quarante-cinq (45) jours calendaires.

8.L'UGP-PSIPJ se réserve le droit d'accepter ou de rejeter toutes les offres, ou d'annuler la procédure de demande de cotations, à tout moment avant l'attribution du marché.

9.L'adresse à laquelle il est fait référence ci-dessus est :

Nom de l'Agence d'exécution : Projet de Protection Sociale et d'Inclusion Productive des Jeunes (PSIPJ)

Adresse : sise dans l'enceinte de la forêt de la Patte d'Oie, derrière le Tennis Club de Brazzaville, quartier Diata, Arrondissement 1 Makélékélé, Brazzaville

Numéro de téléphone : (+242) 06 135 90 90

Adresse électronique : cpm@psipj.com

Fait à Brazzaville, le

Le Coordonnateur

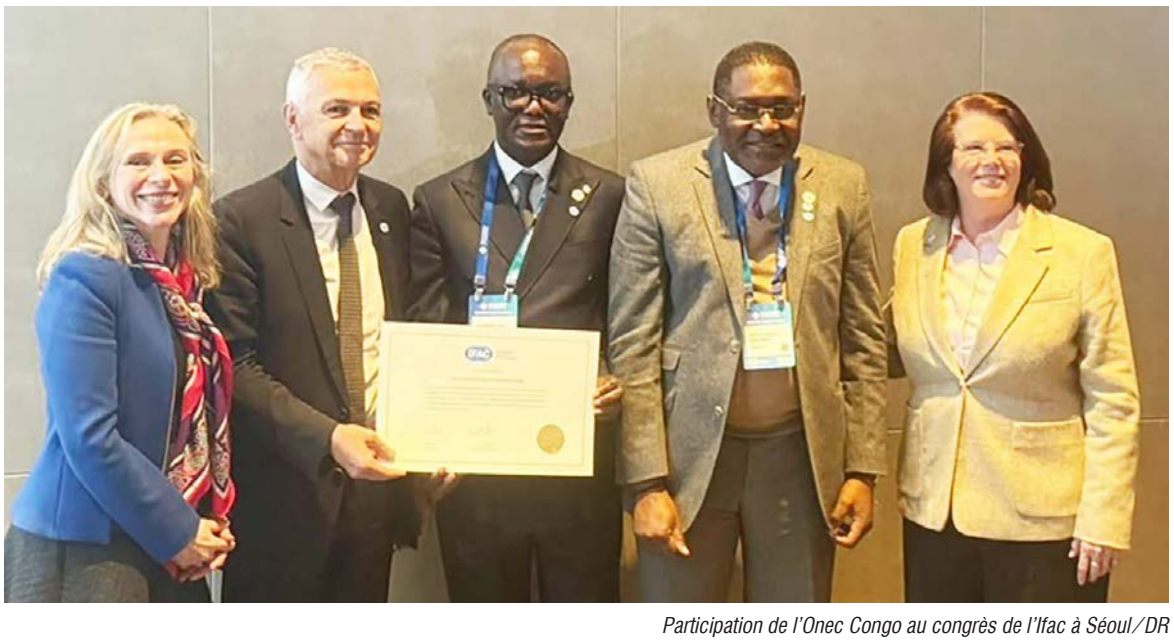
Antoine Régis NGAKEGNI

CONGRÈS MONDIAL DES EXPERTS-COMPTABLES

Voltaire Brice Etou Obami présent à Séoul

Le président de l'Ordre national des experts-comptables (Onec) du Congo prend part, du 17 au 20 novembre, aux travaux du congrès mondial de la profession, organisé dans la capitale Sud-coréenne. Une participation qui intervient dans un contexte marqué par l'admission récente de l'institution congolaise en qualité de membre associé de la Fédération internationale des experts-comptables (Ifac).

Le rendez-vous international des experts-comptables constitue une occasion pour le représentant congolais de prendre part aux réflexions sur les mutations de la profession et de renforcer les liens avec les instances mondiales de la comptabilité. Depuis la capitale Sud-coréenne, Voltaire Brice Etou Obami peut également se réjouir de l'admission récente de l'Onec Congo en qualité de membre associé de l'Ifac. Cette reconnaissance marque une étape importante dans le processus d'intégration de l'institution congolaise au sein de la communauté comptable internationale.



Participation de l'Onec Congo au congrès de l'Ifac à Séoul/DR

L'édition 2026 du congrès se distingue par une nouvelle formule organisationnelle. Contrairement au modèle précédent, qui réunissait entre 9 000 et 10 000 participants lors de la dernière grande édition organisée il y a quatre ans, les assises de Séoul privilégient désormais un format plus restreint. Elles rassemblent principalement les présidents et les directeurs généraux des instituts et organisations membres, tout en permettant au public intéressé de suivre les travaux à distance. Cette nouvelle approche entend favoriser des échanges plus approfondis, des séances de travail ciblées et des interactions directes avec plusieurs intervenants extérieurs. Autre changement notable, le congrès se tiendra désormais tous les deux ans, au lieu de quatre. Une périodicité qui permettra notamment d'évaluer plus régulièrement les résultats de cette nouvelle formule et d'y apporter, si nécessaire, les ajustements appropriés. La prochaine édition est d'ores et déjà annoncée en Afrique du Sud.

La cérémonie d'ouverture, organisée le 17 novembre dans le quartier de Gangnam, au Sud de Séoul, a été marquée par l'intervention de Jean Bouquot, président sortant de l'Ifac, en fonction depuis novembre 2024. Dans son discours bilan, il a dressé un panorama de l'actualité de la fédération et évoqué les principaux défis auxquels la profession est confrontée. La durabilité, l'intelligence artificielle, l'attractivité des métiers et l'éthique ont notamment figuré au centre de son intervention, aux côtés des grands chantiers engagés par l'organisation internationale.

En conclusion, Jean Bouquot a particulièrement insisté sur deux valeurs fondamentales : la confiance et la fierté. Selon lui, les experts-comptables doivent constamment inspirer confiance, aussi bien auprès de leurs partenaires extérieurs qu'au sein de leurs propres organisations. *« Nous sommes dans un monde de plus en plus incertain, avec des risques de fragmentation dans bien des domaines. Dans ce contexte, l'Ifac n'a jamais été aussi à l'écoute et en avant vis-à-vis de ses membres. Nous avons un rôle et vivons une aventure assez extraordinaire dans une réalité compliquée. Alors poursuivons, et soyons fiers ! »*, a-t-il déclaré.

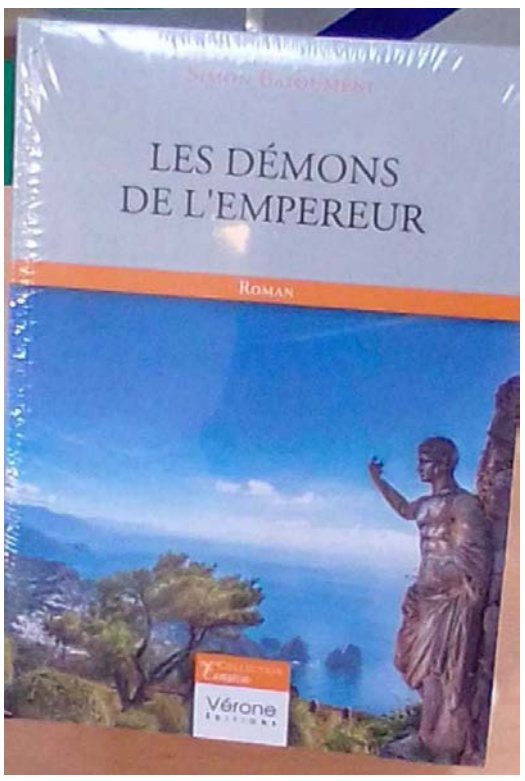
La participation de Voltaire Brice Etou Obami à ces assises intervient ainsi à un moment significatif pour l'Onec du Congo. Au-delà de la représentation du pays, elle offre à l'institution l'opportunité de s'inscrire davantage dans les dynamiques internationales de la profession comptable, à l'heure où celle-ci est appelée à s'adapter aux transformations technologiques, économiques et réglementaires.

Marie Alfred Ngoma

VIENT DE PARAÎTRE

« Les démons de l'empereur » de Simon Batoumeni

L'écrivain Simon Batoumeni a présenté, le 18 novembre au public à l'occasion des Rencontres littéraires organisées à l'Institut français du Congo à Brazzaville, son roman intitulé « Les démons de l'empereur ».



Entre récit historique et fiction romanesque, écrit le critique littéraire, Pierre Nsémou, à qui revenait la charge de faire l'exégèse de l'œuvre en débat, Simon Batoumeni plonge le lecteur dans un voyage dans l'au-delà où se mêlent étrangement des scènes à la fois vraisemblables et invraisemblables. L'empereur Tibère, personnage principal, a été orphelin depuis neuf ans. Il a été soldat à quinze ans et héritier malgré lui du trône d'Auguste.

Tibère a tout vu et tout connu : les privilèges d'un prince, la gloire militaire, l'amour sacrifié sur l'autel du pouvoir, le deuil d'êtres chers, l'exil, la trahison… Tout ce lot de malheurs a constitué ce qu'on a appelé les démons de l'empereur.

Aux portes de la mort, celui que l'Histoire a condamné livre enfin sa vérité : autocritique d'un esprit lucide broyé par un rôle trop grand, aveu d'une âme intègre corrompue par l'exercice du pouvoir, témoignage d'un homme que Rome a dévoré vivant. Plongez dans une confession intime et bouleversante, entre mémoire et délire, entre grandeur et ruine. Ainsi, peut-on lire sur la quatrième de couverture du roman.

Dans un échange proactif avec le public, l'auteur de l'œuvre a noté qu'elle est un mystère qu'il a voulu partager avec tout le monde ; sachant, a-t-il poursuivi, que la société actuelle est le plongement de la Rome antique car le monde moderne a hérité sa vie institutionnelle.

Notes sur l'auteur

Simon Batoumeni est un Congolais passionné d'histoire et de littérature. Il a choisi la fiction pour donner voix à une figure que l'Histoire a jugée sans bien l'entendre et le comprendre, selon lui. « Les démons de l'empereur » est son premier roman. Il souligne, dans cette œuvre, le lien entre pouvoir, morale et condition humaine. Pour lui, l'Antiquité n'est jamais aussi lointaine qu'elle le paraît.

Roger Ngombé

CHANGEMENT DE NOM

On m'appelle Lendjiki Ocieli Bellcia Cécilia.
Je désire désormais être appelée Lendjiki Bell Cécilia.
Toute personne justifiant d'un intérêt légitime pourra faire opposition dans un délai de trois mois.

On m 'appelle Mbey David Junior
Je désire désormais être appélé Faignond Junior Decora
Toute personne Justifiant d'un intérêt légitime pourra faire opposition dans un délai de trois mois .

On m'appelle Mbey Monica Merveille
Je désire désormais être appelée Faignond Suzi Monica Merveille
Toute Personne justifiant d'un intérêt légitime pourra faire opposistion dans un délai de trois mois

UNE ADRESSE E-MAIL
POUR NOUS ADRESSER VOS ANNONCES
PLUS RAPIDEMENT
regie@lesdepechesdebrazzavilles.fr
LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE
www.lesdepechesdebrazzaville.fr

FÉDÉRATION CONGOLAISE DE FOOTBALL
MEMBRE DE LA FIFA, DE LA CAF ET DE L'UNIFFAC

AVIS DE RECRUTEMENT N°0001/11/FECOFOOT/2026

Poste : Secrétaire général(e) – Brazzaville – Contrat à durée indéterminée

La Fédération Congolaise de Football (FECOFOOT), membre de la FIFA, de la CAF et de l'UNIFFAC, organise et développe le football en République du Congo. Dans le cadre du renforcement de son administration, elle lance un appel à candidatures pour le recrutement de son Secrétaire général.

Missions

Placé(e) sous l'autorité du Président, le/la Secrétaire général(e) dirige l'administration de la Fédération. Il/elle a notamment pour missions de :

exécuter les décisions de l'Assemblée générale et du Comité exécutif ;
organiser les réunions des instances et en rédiger les procès-verbaux ;
diriger le Secrétariat général et gérer le personnel ;
préparer et suivre le budget, et gérer les fonds de développement de la FIFA et de la CAF ;
superviser l'organisation des compétitions nationales et l'enregistrement des joueurs ;
assurer les relations avec la FIFA, la CAF, l'UNIFFAC, les pouvoirs publics, les ligues et les clubs ;
veiller au respect des statuts, des règlements et des règles d'éthique.

Profil recherché

Diplôme de niveau Bac+5 (Master) en droit, administration, gestion, management du sport ou sciences politiques ;
au moins 10 ans d'expérience professionnelle, dont 5 ans à un poste de direction, de préférence dans une fédération ou une organisation sportive ;
bonne connaissance des statuts et règlements de la FIFA et de la CAF ;
solides compétences en gestion administrative, financière et des ressources humaines ;
maîtrise du français et de l'anglais, à l'écrit comme à l'oral ;
intégrité, leadership, sens de la diplomatie et de la confidentialité.

Un certificat en management du sport (FIFA/CIES, CAF ou équivalent) constitue un atout.

Conditions d'éligibilité : jouir de ses droits civiques, avoir un casier judiciaire vierge, n'avoir fait l'objet d'aucune sanction de la FIFA, de la CAF ou de la FECOFOOT, et n'exercer aucune fonction élective dans le football pendant le mandat.

Dossier de candidature

Une lettre de motivation adressée à Monsieur le Président de la FECOFOOT ;
un curriculum vitae détaillé avec trois références professionnelles ;
les copies certifiées conformes des diplômes et attestations ;
les attestations ou certificats de travail ;
un extrait de casier judiciaire de moins de trois mois ;
une copie de la pièce d'identité en cours de validité.

Dépôt des candidatures

Les dossiers, sous pli fermé portant la mention « Candidature au poste de Secrétaire général », sont à déposer au siège de la FECOFOOT, 02 Avenue de la liberation de Paris à Brazzaville ou à envoyer par courriel à chef.projets@ fecofoot.cg

Date limite de dépôt : 03 Décembre 2026.

Seuls les candidats présélectionnés seront contactés. Les dossiers déposés ne seront pas restitués. Les candidatures féminines sont vivement encouragées.

Le Président de la FECOFOOT

FÉDÉRATION CONGOLAISE DE FOOT-BALL – REP. DU CONGO – LE PRESIDENT – FECOFOOT

FONDS DES NATIONS UNIES POUR LA POPULATION (UNFPA) EN RÉPUBLIQUE DU CONGO
AVIS D'APPEL À MANIFESTATION D'INTÉRÊT
Sélection de Partenaires d'Exécution – 7e Programme de Coopération Congo-UNFPA (2027–2031)

Dans le cadre de la mise en œuvre de son septième Programme de Coopération (CPD 2027–2031) avec le Gouvernement de la République du Congo, le Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA) lance le présent Appel à Partenaires 2026 destiné aux Organisations Non Gouvernementales (ONG), associations et entités du secteur privé congolais ou intervenant au Congo.

1. Domaines thématiques prioritaires

Santé maternelle et néonatale : Planification familiale et offre de soins de qualité.
Jeunes et adolescents : Santé sexuelle et reproductive, éducation complète à la sexualité, prévention VIH/Sida.
Genre et droits humains : Égalité de genre, droits reproductifs et lutte contre les VBG et pratiques néfastes.
Inclusion sociale : Prise en compte spécifique des populations autochtones et des réfugiés.
Données statistiques : Production, analyse et valorisation des données pour le développement.

2. Zones géographiques & Cibles

• Départements prioritaires : Likouala, Pool, Lékoumou.| Zones sensibles : Localités affectées par des crises d'urgence.
• Cibles prioritaires : Femmes en âge de procréer, adolescent(e)s, jeunes, populations autochtones et personnes vulnérables.

3. Critères essentiels d'éligibilité

Statut juridique : Organisation apolitique et non lucrative ou entreprise privée, justifiant d'au moins 3 ans d'existence légale au Congo (agrément, récépissé, NIU).
Expertise & Gouvernance : Expérience probante dans les zones et domaines cibles ; gestion comptable transparente (rapports financiers/audits).
Éthique ONU : Adhésion stricte aux principes de tolérance zéro en matière d'Exploitation et Abus Sexuels (PSEA) et anti-fraude.

4. MODALITÉS DE SOUMISSION ET DATE LIMITE

Les candidatures doivent être transmises EXCLUSIVEMENT en ligne sur le Portail des Partenaires de l'ONU :
https://www.unpartnerportal.org/landing/opportunities/ (Rechercher : «Sélection de Partenaires d'Exécution – 7e Programme de Coopération Congo-UNFPA (2027–2031)»)
Ci-dessous les liens : « APPEL À MANIFESTATIONS DES PARTENAIRES CONGO 2027 » :
- https://congo.unfpa.org/fr/submission/appel-%C3%A0-manifestation-dint%C3%A9r%C3%AAt-pour-la-s%C3%A9lection-de-partenaires-dex%C3%A9cution-du-7%E1%B5%89
- https://www.facebook.com/share/p/1Enzw6pSkv/
- https://x.com/CongoUnfpa/status/2120637060620922929?s=20
Composition : Note conceptuelle synthétique (max 5 pages), profil UNPP, documents légaux (statuts, récépissé, NIU) et preuves d'expériences.
Date limite impérative : LUNDI 30 NOVEMBRE 2026 à 17h30 (heure de Brazzaville).
NB : Tout dossier envoyé par courrier physique ou simple courriel sera systématiquement rejeté.

Brazzaville, le 12 novembre 2026
Dr Agnès KAYITANKORE
Représentante Résidente de l'UNFPA
en République du Congo



AVIS DE RECRUTEMENT

Position : Spécialiste en Sauvegardes Environnementales, Sociales et Violences Basées sur le Genre.
Reporte à : Program Manager / Chef de Projet ProClimat
Position supervisée par : Directeur de la Reserve Communautaire du Lac Télé
Lieu : Epéna
Programme : Appui du Proclimat à la Gestion de la Reserve Communautaire du Lac Télé
Portée : Nationale
Type de poste : Temps plein, CDD
Coordonne avec : Coordinateur conservation communautaire ; Spécialiste en infrastructures ; Chargé de gestion et de coordination de la Reserve ; Conseillère Genre et Sauvegardes Sociales.
Prise de Poste : Octobre 2026

"Ce poste est à pourvoir sous réserve de la validation et du déblocage effectif du financement du projet ProClimat sous financement Banque Mondiale. WCS ne sera engagée par aucune obligation contractuelle tant que l'accord de financement n'aura pas été formellement signé et validé par le bailleur de fonds»

I. Contexte
Dans le cadre de la mise en œuvre du Projet de création des activités économiques inclusives et résilientes au changement climatique (ProClimat), financé par la Banque Mondiale et le PROGREEN, une Maîtrise d'Ouvrage Déléguée (MOD) est en cours de négociation par l'ONG WCS Congo, afin d'appuyer la gestion de la Reserve Communautaire du Lac Télé (RCLT). Le projet ProClimat soutient la gestion durable des aires protégées et de leurs zones périphériques en République du Congo et relie la conservation de la biodiversité au développement socio-économique des communautés vivant autour des aires protégées.
La RCLT est située à l'extrême nord-est du pays et joue un rôle majeur de bouclier écologique pour ces écosystèmes. Créée en 2001, la RCLT est cogérée par l'Agence Congolaise de la Faune et des Aires Protégées (ACFAP) et la Wildlife Conservation Society (WCS), à travers un partenariat entre l'organisation et le gouvernement congolais, démarré en 2001 et formalisé en 2008 par un protocole d'accord. LA RCLT abrite une biodiversité exceptionnelle, avec certaines des densités les plus élevées de gorilles de plaine de l'ouest, des populations localement distribuées d'éléphants de forêt et une grande diversité d'espèces d'oiseaux et de poissons d'eau douce. La RCLT compte environ 20 000 habitants répartis sur 27 villages, qui dépendent presque entièrement de ses ressources naturelles pour leur subsistance et leurs revenus. Sa préservation est donc essentielle pour limiter le réchauffement climatique, en plus de réguler l'hydrologie de la région, cruciale pour la biodiversité tout comme pour les habitants de la région et au-delà.
Une composante majeure du projet d'appui à la gestion de la RCLT inclue les infrastructures nécessaires à la gestion des aires protégées, la lutte contre le braconnage, la pression agricole et le bien être des communautés qui y vivent. C'est dans ce contexte que l'ONG WCS Congo recrute un / une Spécialiste en Sauvegardes Environnementales, Sociales et Violences Basées sur le Genre pour le projet en maitrise d'ouvrage déléguée, intégré(e) au sein de l'équipe de la Reserve Communautaire du Lac Télé

II. Principales missions
Sous la Responsabilité du Chef de projet, le / la Spécialiste en Sauvegardes Environnementales, Sociales et Violences Basées sur le Genre a la charge du développement, du suivi, la supervision et de la mise en œuvre efficace et efficiente des mesures prévues dans les instruments de sauvegarde environnementale et sociale conformément à la convention de financement du ProClimat. Il / Elle est chargé(e) d'assister le Chef de Projet et l'équipe WCS dans l'intégration, la gestion et le suivi des aspects environnementaux et sociaux dans la planification, l'exécution et l'évaluation des activités du projet(travaux, biens et services), en veillant à leur conformité avec les politiques de sauvegarde du bailleur de fonds et la législation nationale.

III. Responsabilités et tâches principales
Le / la Spécialiste en Sauvegardes Environnementales, Sociales et Violences Basées sur le Genre est responsable de l'exécution des tâches suivantes :
Conformité et intégration des sauvegardes environnementales et sociales
-Réaliser des screening environnementaux et sociaux avant le démarrage des activités physiques ;
-Superviser la mise en œuvre des évaluations des impacts environnementaux et sociaux des activités du projet ;
-Adopter et mettre en œuvre en collaboration avec le Conseiller en sauvegardes sociales et la coordination de WCS le Plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES) ;
-Superviser le respect des exigences environnementales et sociales dans la réalisation des constructions et réhabilitation en coordination avec le Spécialiste des infrastructures et des prestataires ;
-Veiller à la prise en compte des mesures de prévention et d'atténuation prévues dans les instruments de sauvegardes (Plans de Gestion Environnementale et Sociale (PGES) du projet, des infrastructures (construction, aménagements, etc.) et de WCS dans toutes les activités du projet ;
-Veiller à la conformité aux lois nationales (ex. loi n°37-2008 sur les aires protégées) et aux normes de la Banque mondiale (Cadre E&S).
-Assurer l'intégration des clauses environnementales et sociales dans les dossiers d'appels d'offres (DAO) et les contrats des prestataires.
-Assurer la revue et la validation des Termes de Référence (TdR) et des documents de sauvegardes avec la coordination nationale et l'UGP ProClimat;
-Assurer la mise en œuvre du Plan d'Engagement Environnemental et Social (PEES) du ProClimat, du Plan de Gestion de la Main-d'œuvre (PGMO) et des procédures de gestion
-Réaliser des visites de terrain régulières pour évaluer la conformité des activités et proposer des ajustements si nécessaire.
-Participer à l'élaboration des Plans de Travail et de Budget Annuels (PTBA), des Plans de Travail Trimestriels des sous projets et différentes activités en y intégrant les mesures de sauvegarde sociale et environnementale.
Préparation et validation des instruments de sauvegarde :
-Rédiger ou superviser l'élaboration des termes de référence pour les études d'impact environnemental et social (EIES), audits environnementaux et sociaux, PGES, ou autres outils nécessaires.
-Participer au recrutement et à la supervision des consultants ou bureaux d'études chargés de réaliser ces études.
-Valider les rapports environnementaux et sociaux en collaboration avec les autorités compétentes (ex. agence nationale de l'environnement).
Prévention et Gestion des Risques VBG / EAS / HS
-Collaborer avec la responsable des sauvegardes sociales pour opérationnaliser le Mécanisme de Gestion des Plaintes et résolution des Griefs (MGPG) ;
-Mettre en place un parcours d'orientation pour les victimes de VBG, incluant recensement des services d'aide aux victimes dans la région ;
-Recevoir, documenter et traiter toutes les plaintes incluant celles liées aux VBG, EAS, HS, assurer le renseignement et la gestion de la base de donnée en collaborationn avec la Conseillere Genre et Sauvegardes sociales ;
-Sensibiliser les communautés locales et le personnel du projet sur les risques de VBG / EAS / HS et les mesures de prévention (Code de Conduite), les droits des populations autochtones et leur Consentement Libre, Informé et Préalable (CLIP).
-Former le personnel sur les procédures de signalement des cas de VBG / EAS / HS, les bonnes pratiques en matière de respect des droits humains.
-Veiller à la prise en compte des mesures prévues dans les plans d'action spécifiques (VBG, santé et sécurité, biodiversité, etc.) ;
Consultation et encadrement de la participation communautaire
-Collaborer avec les parties prenantes clés pour mener une analyse des parties prenantes et développer une stratégie pour garantir leur participation active et respectueuse des peuples autochtones.
-Coordonner avec le Coordinateur de Conservation communautaire pour organiser des consultations avec les communautés locales et peuples autochtones
-Faciliter des réunions pour discuter des restrictions d'accès et des impacts potentiels des activités.
-Développer des stratégies pour promouvoir l'inclusion des femmes, des jeunes et des groupes vulnérables dans les activités du projet.
-Documenter les retours des communautés et assurer l'intégration de leurs préoccupations dans la planification des activités.
Suivi et Reporting
-Élaborer des rapports mensuels sur l'avancement des mesures de sauvegardes environnementale et sociale, les plaintes reçues et leur résolution
-Participer aux audits internes et externes (Banque mondiale) pour vérifier la conformité aux normes E&S.
-Archiver tous les documents (rapports, plaintes, formations) pour traçabilité et audit.
-Coordonner avec les experts en sauvegardes de WCS pour la revue technique des rapports
-Garantir l'intégrité dans toutes les activités conformément aux Directives de la Banque mondiale / ProClimat contre la fraude et la corruption ;
-Veiller au respect des mesures relatives aux conflits d'intérêts et aux règles anti-corruption ;

IV. Qualifications
Les qualifications requises sont
-Être titulaire d'au moins d'un BAC +3 minimum en développement rural, sciences environnementales, sociologie, droit de l'environnement, ou domaine connexe.
-Avoir au moins 3 ans d'expérience en gestion des questions environnementales et sociales dans des projets de développement, idéalement financés par la Banque mondiale ou d'autres bailleurs internationaux.
-Avoir une bonne maîtrise du Cadre Environnemental et Social (CES) de la Banque mondiale ou des bailleurs internationaux.
-Avoir une expérience en élaboration de PGES, EIES / NIES, en mécanismes de gestion des plaintes
-Avoir une bonne connaissance des normes ESS 10 (VBG / EAS / HS).
-Avoir une connaissance des langues nationales de la zone, la langue vernaculaire de la zone serait un atout.

Processus de dépôt de candidature

Les candidats(es) intéressés(ées), qui répondent aux qualifications ci-dessus, doivent postuler en envoyant par courrier électronique une lettre de candidature adressée au Directeur Général de WCS-Congo et un CV à l'adresse suivante recruitmentcongo@wcs.org au plus tard le 30 novembre 2026.

Veuillez indiquer « Spécialiste en sauvegardes environnementales et sociales « dans l'objet de votre courrier.

WCS est un employeur qui respecte l'égalité des chances et l'organisation se conforme à toutes les lois et réglementations en matière d'emploi et de travail qui interdisent la discrimination à l'embauche et veille à ce que les candidats de tous horizons soient considérés de manière équitable et cohérente au cours du processus de recrutement. Nous nous engageons à embaucher et à soutenir une main-d'œuvre diversifiée. Nous nous engageons à cultiver un environnement de travail inclusif et recherchons les futurs membres de l'équipe qui partagent cette même valeur.

L'organisation offre des chances égales d'emploi à tous les candidats qualifiés. L'organisation ne pratique aucune discrimination à l'embauche fondée sur l'âge, la couleur, le handicap, l'identité sexuelle, l'origine nationale, la race, la religion, l'orientation sexuelle, le statut de vétéran ou toute autre caractéristique protégée par les lois et règlements.

Veuillez noter que seuls les candidats présélectionnés seront contactés pour un entretien.

Fait à Brazzaville le
Le Directeur Général

Richard MALONGA

AVIS DE RECRUTEMENT

Position : Comptable de projet (MOD)
Reporte à : Chef de Projet ProClimat
Position supervisée par : Program Manager/Chef de Projet ProClimat
Lieu : Epéna
Programme : Appui du Proclimat à la Gestion de la Reserve Communautaire du Lac Télé
Portée : Nationale
Type de poste : Temps plein, CDD
Coordonne avec : Equipe Finance-Epena/Ouesso/Brazza
Prise de Poste : Octobre 2026

NB : "Ce poste est à pourvoir sous réserve de la validation et du déblocage effectif du financement du projet ProClimat sous financement Banque Mondiale. WCS ne sera engagée par aucune obligation contractuelle tant que l'accord de financement n'aura pas été formellement signé et validé par le bailleur de fonds»

I. Contexte

Dans le cadre de la mise en œuvre du Projet de création des activités économiques inclusives et résilientes au changement climatique (ProClimat), une Maîtrise d'Ouvrage Déléguée (MOD) est en cours de négociation par l'ONG WCS Congo, afin d'appuyer la gestion de la Reserve Communautaire du Lac Télé (RCLT). Le projet ProClimat soutient la gestion durable des aires protégées et de leurs zones périphériques en République du Congo et relie la conservation de la biodiversité au développement socio-économique des communautés vivant autour des aires protégées.
La RCLT est située à l'extrême nord-est du pays et joue un rôle majeur de bouclier écologique pour ces écosystèmes. Créée en 2001, la RCLT est cogérée par l'Agence Congolaise de la Faune et des Aires Protégées (ACFAP) et la Wildlife Conservation Society (WCS), à travers un partenariat entre l'organisation et le gouvernement congolais, démarré en 2001 et formalisé en 2008 par un protocole d'accord. LA RCLT abrite une biodiversité exceptionnelle, avec certaines des densités les plus élevées de gorilles de plaine de l'ouest, des populations localement distribuées d'éléphants de forêt et une grande diversité d'espèces d'oiseaux et de poissons d'eau douce. La RCLT compte environ 20 000 habitants répartis sur 27 villages, qui dépendent presque entièrement de ses ressources naturelles pour leur subsistance et leurs revenus. Sa préservation est donc essentielle pour limiter le réchauffement climatique, en plus de réguler l'hydrologie de la région, cruciale pour la biodiversité tout comme pour les habitants de la région et au-delà.
Une composante majeure du projet d'appui à la gestion de la RCLT inclue les infrastructures nécessaires à la gestion des aires protégées, la lutte contre le braconnage, la pression agricole et le bien être des communautés qui y vivent. C'est dans ce contexte que l'ONG WCS Congo recrute un/une Comptable pour le projet en maitrise d'ouvrage déléguée, intégré(e) au sein de l'équipe de la Reserve Communautaire du Lac Télé.

II. Principales missions

Sous la Responsabilité du Chef de projet le/la comptable sera responsable de l'ensemble de la comptabilité et de la tenue rigoureuse, transparente et conforme des opérations financières du Projet ProClimat. Il/Elle produit les projets de rapports financiers et est chargé(e) d'assister le Chef de Projet et l'équipe WCS dans les missions de gestion comptables et financières, conformément aux procédures internes de WCS et aux exigences du maitre d'ouvrage.

III. Responsabilités et tâches principales'

De manière spécifique, le/la comptable assurera les tâches ci-après :
-Vérifier quotidiennement les pièces justificatives relatives à toutes dépenses/transactions liées au projet;
-Etablir les JV Upload de toutes les transactions liées au Projet et les transmettre au comptable de Epena pour leur saisie dans SAP
-Tenir la comptabilité générale, budgétaire et analytique ;
-Garantir l'application des procédures internes et des normes comptables de l'organisation et du projet.
-Participer à la réalisation et à la vérification des opérations comptables et à l'analyse des comptes ;
-Effectuer la tenue des livres comptables et produire les documents comptables obligatoires ;
-Etablir le rapprochement mensuel des avances ;
-Préparer la documentation nécessaire pour le paiement des factures et les transmettre aux comptables d'Epena pour le processus de validation et de paiement ;
-Suivre les comptes fournisseurs ;
-Etablir les états de rapprochement bancaire mensuel ;
-Assurer l'archivage, la sauvegarde, le classement des documents et supports comptables ;
-Tenir à jour l'archivage des pièces comptables ;
-Produire toute information comptable demandée pour le ProClimat ;
-Préparer tous les rapports financiers ;
-Participer à la préparation des documents nécessaires aux audits.
-Accomplir toute tâche connexe demandée par ses superviseurs

IV. Qualifications

Les qualifications requises sont :
-Être titulaire d'au moins d'un BAC + 3 en comptabilité, administration, finance, gestion ou équivalent, un MBA, le titre de CPA ou toute autre certification équivalente constituent un atout. ;
-Avoir une expérience professionnelle avérée d'au moins trois (3) ans dans la gestion comptable et financières, idéalement dans des projets de développement ;
-Avoir une solide expérience en matière de gestion financière des subventions et des contrats accordés par les pouvoirs publics et les organismes publics ; une expérience dans le domaine des subventions de la Banque Mondiale serait un atout.
-Avoir une bonne connaissance de l'outil informatique (Word, Excel, PowerPoint), et des logiciels comptables, tels que : SAP, Sage Compta, Ciel Compta, TOMPRO, SUCCESS, etc.

Processus de dépôt de candidature

Les candidats(es) intéressés(ées), qui répondent aux qualifications ci-dessus, doivent postuler en envoyant par courrier électronique une lettre de candidature adressée au Directeur Général de WCS-Congo et un CV à l'adresse suivante recruitmentcongo@wcs.org au plus tard le 30 novembre 2026.
Veuillez indiquer « Comptable de projet des MOD « dans l'objet de votre courrier.
WCS est un employeur qui respecte l'égalité des chances et l'organisation se conforme à toutes les lois et réglementations en matière d'emploi et de travail qui interdisent la discrimination à l'embauche et veille à ce que les candidats de tous horizons soient considérés de manière équitable et cohérente au cours du processus de recrutement. Nous nous engageons à embaucher et à soutenir une main-d'œuvre diversifiée. Nous nous engageons à cultiver un environnement de travail inclusif et recherchons les futurs membres de l'équipe qui partagent cette même valeur.
L'organisation offre des chances égales d'emploi à tous les candidats qualifiés. L'organisation ne pratique aucune discrimination à l'embauche fondée sur l'âge, la couleur, le handicap, l'identité sexuelle, l'origine nationale, la race, la religion, l'orientation sexuelle, le statut de vétéran ou toute autre caractéristique protégée par les lois et règlements.

Veuillez noter que seuls les candidats présélectionnés seront contactés pour un entretien.

Fait à Brazzaville le

Le Directeur Général

Richard MALONGA

AVIS DE RECRUTEMENT

Position : Spécialiste en Infrastructures
Reporte à : Program Manager / Chef de Projet Pro-Climat
Position supervisée par : Conseiller Technique Principale de la Reserve Communautaire du Lac Télé
Lieu : Epéna
Programme : Appui du Proclimat à la Gestion de la Reserve Communautaire du Lac Télé
Portée :Nationale
Type de poste : Temps plein, CDD
Coordonne avec : Directeur Logistique, Chargé(e) des sauvegardes environnementales et sociales, Spécialiste en passation des marchés, Coordonnateur Conservation Communautaire, Chargé de Gestion et Coordination de la RCLT
Prise de Poste : Octobre 2026

"Ce poste est à pourvoir sous réserve de la validation et du déblocage effectif du financement du projet ProClimat sous financement Banque Mondiale. WCS ne sera engagée par aucune obligation contractuelle tant que l'accord de financement n'aura pas été formellement signé et validé par le bailleur de fonds»

I. Contexte

Dans le cadre de la mise en œuvre du Projet de création des activités économiques inclusives et résilientes au changement climatique (ProClimat), financé par la Banque Mondiale et le PROGREEN, une Maîtrise d'Ouvrage Déléguée (MOD) est en cours de négociation par l'ONG WCS Congo, afin d'appuyer la gestion de la Reserve Communautaire du Lac Télé (RCLT). Le projet ProClimat soutient la gestion durable des aires protégées et de leurs zones périphériques en République du Congo et relie la conservation de la biodiversité au développement socio-économique des communautés vivant autour des aires protégées.
La RCLT est située à l'extrême nord-est du pays et joue un rôle majeur de bouclier écologique pour ces écosystèmes. Créée en 2001, la RCLT est cogérée par l'Agence Congolaise de la Faune et des Aires Protégées (ACFAP) et la Wildlife Conservation Society (WCS), à travers un partenariat entre l'organisation et le gouvernement congolais, démarré en 2001 et formalisé en 2008 par un protocole d'accord. LA RCLT abrite une biodiversité exceptionnelle, avec certaines des densités les plus élevées de gorilles de plaine de l'ouest, des populations localement distribuées d'éléphants de forêt et une grande diversité d'espèces d'oiseaux et de poissons d'eau douce. La RCLT compte environ 20 000 habitants répartis sur 27 villages, qui dépendent presque entièrement de ses ressources naturelles pour leur subsistance et leurs revenus. Sa préservation est donc essentielle pour limiter le réchauffement climatique, en plus de réguler l'hydrologie de la région, cruciale pour la biodiversité tout comme pour les habitants de la région et au-delà.
Une composante majeure du projet d'appui à la gestion de la RCLT inclue les infrastructures nécessaires à la gestion des aires protégées, la lutte contre le braconnage, la pression agricole et le bien être des communautés qui y vivent. C'est dans ce contexte que l'ONG WCS Congo recrute un / une Spécialiste en Infrastructures pour le projet en maitrise d'ouvrage déléguée, intégré(e) au sein de l'équipe de la Reserve Communautaire du Lac Télé

II. Principales missions

Sous la Responsabilité du Chef de projet, le / la Spécialiste en Infrastructures est en charge de la de la mise en œuvre efficace et efficiente des activités liées aux infrastructures, notamment dans la planification, la conception, la supervision et la maintenance des infrastructures conformément à la convention de financement du ProClimat. Il / Elle est chargé(e) d'assister le Chef de Projet et l'équipe WCS dans les missions de réhabilitation et de constructions des infrastructures prévues dans ladite convention, conformément aux exigences internes de WCS, du maitre d'ouvrage et des standards en la matière.

III. Responsabilités et tâches principales

Le / la Spécialiste en Infrastructures est responsable de l'exécution des tâches suivantes :
Formuler les dossiers d'appel d'offre pour les travaux de réhabilitation ou de construction des infrastructures :
-ontribuer à la planification des actions relatives aux infrastructures sur la durée du Projet et annuellement ;
-Elaborer les termes de références des études techniques, dossiers d'appel d'offres et les cahiers des charges, des spécifications techniques des différentes infrastructures ;
-Assurer la priorité de l'effort humain plutôt que l'utilisation excessive d'engins lourds dans les travaux relatifs aux infrastructures ;
-Assurer la qualité des plans d'investissement, le programme détaillé des travaux et les budgets estimés ;
-Collaborer avec le / la Spécialiste en Sauvegardes (environnementale et sociale) et Violence Basée sur le Genre (VBG) pour la réalisation des screening environnementaux et sociaux des infrastructures et la mise en œuvre de toutes les mesures de sauvegardes préconisées ;
-Apprécier la qualité des études et rapports produits par les prestataires ;
-Contribuer à la préparation des contrats des prestataires en charge de la réalisation des infrastructures et à un planning détaillé des interventions ;
-Contribuer à la mise à jour régulière des marchés relatifs aux infrastructures dans le Plan de Passation de Marché (PPM).

Supervision et contrôle

-Veiller à la qualité des infrastructures mises en place au travers d'inspections régulières ;
-Assurer le suivi quotidien des chantiers des différentes infrastructures telles que les forages, les bâtiments, le système solaires, pour garantir le respect des standards et pratiques d'ingénierie ;
-Contrôler la qualité des matériaux et la conformité aux spécifications techniques ;
-Superviser les prestataires et des équipes techniques de terrain lors des travaux ;
-Valider les attachements des travaux des infrastructures des opérateurs.
-Apprécier la qualité des rapports d'avancement et des prestations fournies par les divers intervenants ;
-Procéder à l'évaluation trimestrielle des prestataires et collaborer avec les services comptables et financiers pour assurer une bonne gestion des risques dans le cadre de réalisation des infrastructures.
Maintenance et reporting
-Mettre en place un plan de maintenance des infrastructures avec les groupes communautaires en charges de la gestion et assurer la formation à l'entretien pour les infrastructures spécifiques ;
-Evaluer les demandes et décomptes de paiements, et toute demande d'avenant émises par les prestataires des prestataires ;
-Produire des rapports techniques périodiques (avancement, qualité, coûts) ;
-Contribuer aux analyses et rapport de suivi environnemental et social, y compris la remontée des éventuels problèmes risquant d'affecter la bonne exécution.
-De façon générale, exécuter toute autre tâche rendue nécessaire pour la bonne exécution.

IV. Qualifications

Les qualifications requises sont

-Être titulaire d'au moins d'un BAC + 3 en ingénierie civile, ingénierie des infrastructures rurales, génie des ressources hydriques ou de l'architecture, en développement rural, ou équivalent ;
-Avoir une expérience professionnelle avérée d'au moins 5 ans dans le domaine des infrastructures rurales ;
-Avoir une expérience sur le suivi des chantiers des infrastructures ;
-Avoir une bonne connaissance de l'outil informatique (Word, Excel, PowerPoint, etc.) ;
-Avoir une expérience avérée dans les logiciels DAO & CAO, Autocad, Archicad, Revit ou équivalent ;
Avoir une connaissance des langues nationales de la zone, la langue vernaculaire de la zone serait un atout.

Processus de dépôt de candidature

Les candidats(es) intéressés(ées), qui répondent aux qualifications ci-dessus, doivent postuler en envoyant par courrier électronique une lettre de candidature adressée au Directeur Général de WCS-Congo et un CV à l'adresse suivante recruitmentcongo@wcs.org au plus tard le 30 novembre 2026.

Veuillez indiquer « Spécialiste en Infrastructures « dans l'objet de votre courrier.

WCS est un employeur qui respecte l'égalité des chances et l'organisation se conforme à toutes les lois et réglementations en matière d'emploi et de travail qui interdisent la discrimination à l'embauche et veille à ce que les candidats de tous horizons soient considérés de manière équitable et cohérente au cours du processus de recrutement. Nous nous engageons à embaucher et à soutenir une main-d'œuvre diversifiée. Nous nous engageons à cultiver un environnement de travail inclusif et recherchons les futurs membres de l'équipe qui partagent cette même valeur.

L'organisation offre des chances égales d'emploi à tous les candidats qualifiés. L'organisation ne pratique aucune discrimination à l'embauche fondée sur l'âge, la couleur, le handicap, l'identité sexuelle, l'origine nationale, la race, la religion, l'orientation sexuelle, le statut de vétéran ou toute autre caractéristique protégée par les lois et règlements.

Veuillez noter que seuls les candidats présélectionnés seront contactés pour un entretien.

Fait à Brazzaville le

Le Directeur Général

Richard MALONGA

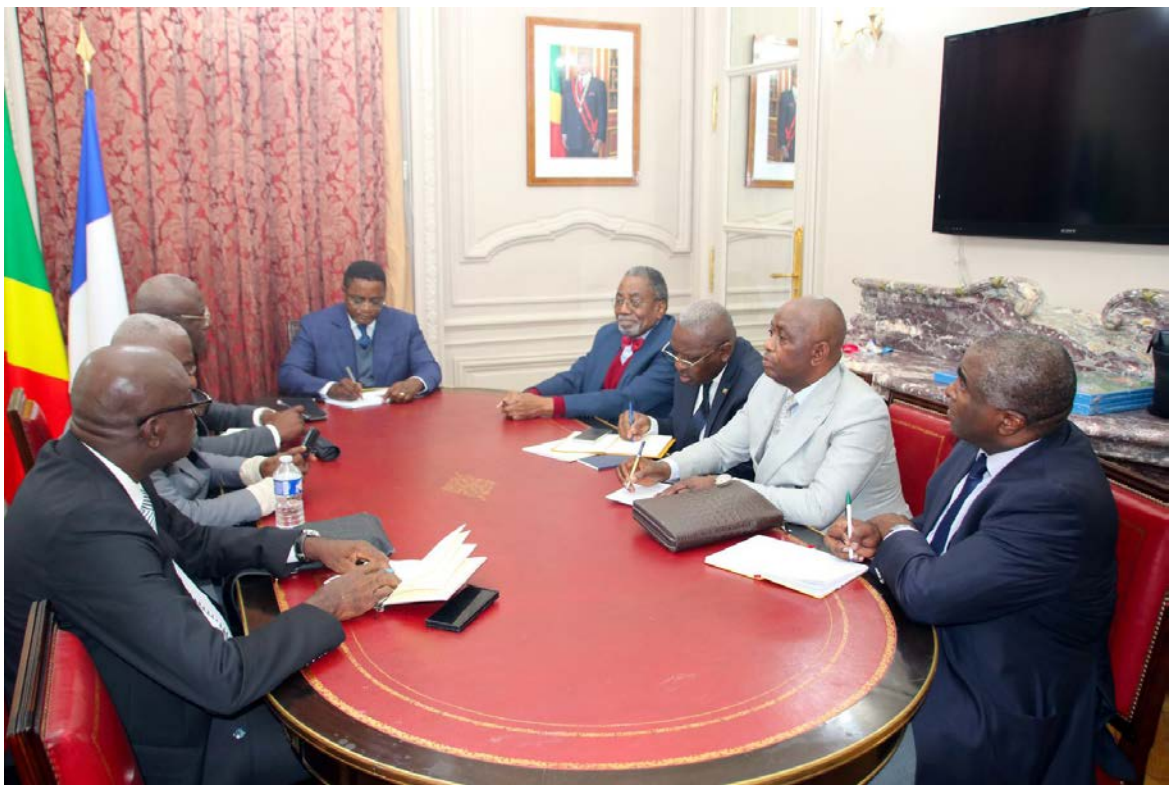
AFFAIRE JURIDIQUE CONGO-COMMISIMPEX

L'avion présidentiel sera restitué à l'État congolais

L'aéronef présidentiel, retenu depuis six années dans le cadre d'un litige avec la société Commisimpex, va finalement regagner le territoire national. La justice française a, en effet, ordonné sa remise à l'Etat congolais, qui dénonce une fraude à l'arbitrage et obtient également gain de cause en Belgique sur les dossiers des locomotives.

Pour suivre l'évolution de ce dossier et de toutes les affaires dans lesquelles le pays est intéressé en dehors du Congo, une task force conduite par le ministre de la Justice, Aimé Ange Wilfrid Bininga, a été dépêchée en France sur instruction du président de la République. Le conflit judiciaire opposant la République du Congo à la société Commisimpex comporte deux volets, français et belge.

Le volet français demeure au pénal et reste couvert par le secret de l'instruction. Ce litige, né de marchés de travaux publics des années 1980, a donné lieu à deux sentences arbitrales rendues à Paris, en 2000 et 2013. Sur leur fondement, Commisimpex réclamait 2,2 milliards d'euros et avait fait saisir à Bordeaux, en 2020, l'avion présidentiel. Mais à la suite d'une plainte de la République du Congo, une information judiciaire a été ouverte à Paris en avril 2022 pour soupçons de corruption entourant la sentence de 2013, avant d'être étendue à l'escroquerie et à l'usage de faux. Par une ordonnance du 20 octobre 2026, la juge d'instruction a ordonné la saisie pénale de l'appareil et en a confié la garde à l'État congolais. « *L'instruction avance, le Congo est déterminé et tous les biens saisis seront restitués* », a indiqué Maître Kevin Grossman, avocat de l'État congolais sur ce dossier judiciaire.



L'equipe de la task force/DR

Du côté belge, le conflit était particulièrement animé par la saisie des locomotives du chemin de fer Congo-Océan. Le congo a bénéficié d'une décision favorable, avec la restitution des trois locomotives jusque-là détenues par Commisimpex. Ces engins se trouvent actuellement sur le territoire congolais.

La République du Congo qui rencontre également des différends avec certaines sociétés bénéficiaires de permis d'exploitation dans le secteur minier « *sur trois affaires, deux ont donné lieu à des décisions favorables. La troisième affaire est attendue avant la fin de l'année* », a expliqué le ministre de la Justice. Ces résultats, a-t-il dit, réaffirment la détermination du Congo à faire valoir ses ressources naturelles et à confier leur exploitation et leur exploration à des partenaires fiables.

Jean Pascal Mongo-Slyhm

SANTÉ

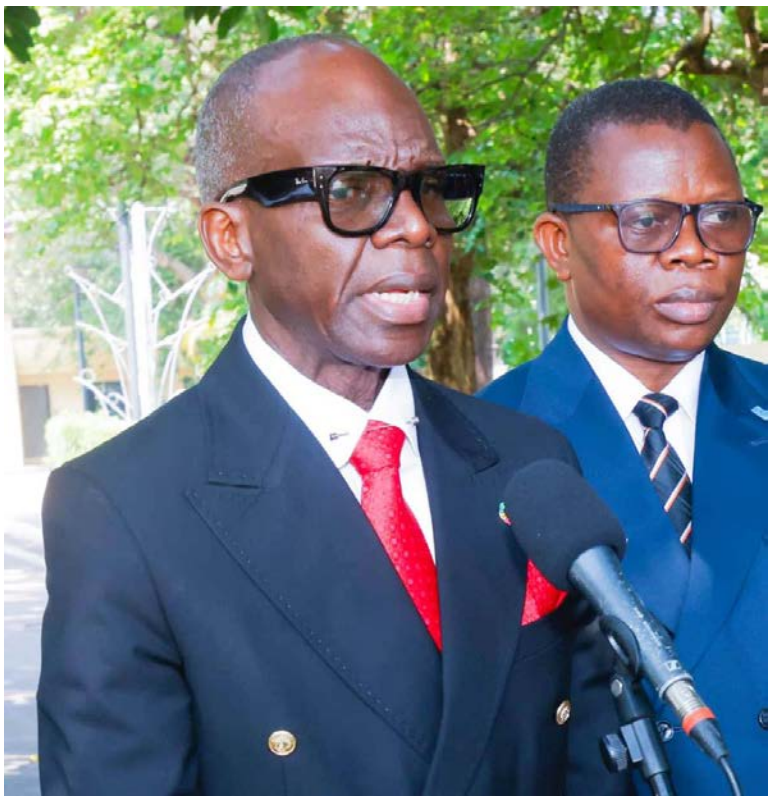
Le siège de l'OMS demeure à Brazzaville

Reçu en audience le 19 novembre à Brazzaville, par le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, le directeur régional de l'Organisation mondiale de la santé pour l'Afrique (OMS-Afro), le Pr Mohamed Yakub Janabi, a rassuré l'opinion que le siège de cette institution ne sera pas délocalisé.

Il n'est pas question de délocaliser le siège de l'OMS-Afrique du Congo. « *Le siège de l'OMS à Brazzaville, notamment au Djoué, est et restera à Brazzaville. En tant que directeur régional, je vous donne ma parole officielle que le siège restera à Brazzaville, en République du Congo. L'un des points aussi que j'aimerais aborder ici, c'est qu'il y a près de 237 Congolais qui travaillent à l'OMS, et parmi ces 237 Congolais, il y a 208 qui sont à Brazzaville, au siège du bureau régional. On a fait quelques mouvements de staff, une dizaine en Afrique du Sud, deux à Nairobi, mais au contraire, on a ramené à Brazzaville près de 18 personnes. Donc, j'aimerais formellement ici vous dire que le siège restera à Brazzaville* », a insisté le Pr Mohamed Yakub Janabi, précisant que l'OMS-Afro est en train d'étudier avec le Congo la possibilité de construire un nouveau siège dans la capitale congolaise.

La lutte contre Ebola

Denis Sassou N'Guesso et son hôte ont également échangé sur la riposte sanitaire à l'épidémie d'Ebola qui sévit actuellement en République démocratique du Congo (RDC), avec un accent particulier sur les mesures de vigilance et de riposte mises en place pour éradiquer cette épidémie. En effet, cette épidémie a déjà causé plusieurs décès avec d'éventuels risques de propagation vers les pays voisins. C'est ainsi que l'OMS-Afrique l'a placé au rang d'urgence sanitaire publique pour la région. Pour le chef du Bureau régional de l'OMS Afrique, des mesures appropriées prises au plus haut niveau des États pour favoriser l'accès du personnel soignant et autres techniciens épidémiologistes peuvent stopper cette maladie, notamment dans les zones de conflit en RDC.



Le Pr Mohamed Yakub Janabi répondant aux questions de la presse/DR

« *La situation d'Ebola en RDC est effectivement préoccupante, avec plus de 11 000 cas qui ont été rapportés, plus de 5000 décès. Mais comme vous le savez, pour arriver à contrôler cette épidémie, il y a un certain nombre d'actions qui sont nécessaires. L'un des obstacles qui freinent la mise en œuvre des interventions, ce sont les questions de sécurité. Et donc nous avons évoqué avec le président la possibilité d'un plaidoyer au plus haut niveau pour faire en sorte qu'il y ait un cessez-le-feu au niveau de ces zones-là, où il y a beaucoup de rebelles* », a plaidé le Pr Mohamed Yakub Janabi, estimant que le cessez-le-feu pourrait permettre aux acteurs de la riposte à l'épidémie d'Ebola de mener librement leurs interventions.

Parfait Wilfried Douniama